

# Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13968 - 6 F

DIMANCHE 24-LUNDI 25 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Des milliers de morts en Roumanie à la suite des affrontements et de la répression

## Les agents de Ceausescu ripostent à l'insurrection par des massacres

M. Mikhaïl Gorbatchev a évoqué l'idée d'une aide aux nouveaux dirigeants

### Le prix d'une révolution

L'EX-« CONDUCTOR » aurait pu arrêter les troupes, donner l'ordre de cesser une résistance inutile, comme bien d'autres tyrans déchu l'ont décidé avant lui. Il ne l'a pas fait, et ses sbires, sachant trop ce que leur réserve la vengeance populaire, prolongent par de nouveaux massacres l'agonie d'un régime déchu. Le prix à payer aura donc été terriblement élevé.

Et pourtant, ce triomphe de la liberté parachève l'œuvre accomplie ces derniers mois chez les voisins de la Roumanie. 1989 entrera dans l'histoire comme l'année des révolutions en Europe de l'Est, désormais en voie de libération partout, sauf dans la petite Albanie. Un résultat qui éclipse quelque peu « l'année du Bicentenaire » de la Révolution française, mais qui prolonge son message et son héritage.

EN même temps, la Révolution roumaine fait apparaître plus crûment encore qu'ailleurs l'ampleur des problèmes posés par la reconstruction. Le scénario est maintenant d'autant plus vide que le dictateur renversé était totalitaire : c'est tout un régime et quarante ans d'histoire que le dictateur roumain a entraînés dans sa chute. Quel système émergera sur les ruines, dans un pays dont les traditions démocratiques ne sont pas le point fort ?

Personne n'est en mesure de le dire, et certainement pas M. Ceausescu, qui a pris sur lui de s'installer aux commandes, mais dont le seul interlocuteur est pour le moment l'armée, ou ce qu'il en reste.

Dans l'immédiat, et par-delà l'importante aide d'urgence dont ont besoin les Roumains, la communauté internationale en général et l'Europe de l'Ouest notamment se trouvent devant de redoutables responsabilités. Ce ne sont plus seulement la Hongrie et la Pologne qui frappent à la porte du club des riches, comme il y a encore six mois au moment du sommet de l'Arche, mais six pays, tous plus démunis les uns que les autres.

ET l'on peut prévoir que de Bucarest, quels qu'ils soient, se prévaudront de la solidarité latine pour solliciter tout particulièrement l'aide de la France.

Quant à M. Gorbatchev, il se trouve conforté dans l'attitude de non-ingérence qu'il avait maintenue, non sans embarras, face à la dérive du régime roumain. Celui-ci a fini par tomber sans intervention de sa part, alors que M. Bush, lui, n'en finit pas de traquer « son » dictateur dans les jungles de Panama.

L'URSS risque cependant de se trouver face à un plus grave dilemme : outre qu'elle ne saurait rester indifférente à une prolongation des combats en Roumanie, elle pourrait avoir affaire, dans ce pays, à un régime plus anticomuniste qu'ailleurs, où le « socialisme » ne serait plus qu'un mauvais souvenir. Il est vrai que M. Gorbatchev, dans ce domaine, n'en est plus à sa première expérience.

Vingt-quatre heures après l'annonce de la chute du régime Ceausescu, la situation restait extrêmement confuse en Roumanie. De très violents combats se poursuivaient encore samedi matin à Bucarest, opposant des unités de l'armée régulière qui ont pris le parti des insurgés à des éléments restés fidèles au « Conducator » déchu, apparemment très bien armés et résolus à poursuivre la lutte, et qui ripostent à l'insurrection par des massacres dans

la plupart des grandes villes du pays. Un journaliste de la 5, Jean-Louis Calderon, a été écrasé par un char dans la nuit de vendredi à samedi. A Timisoara, où les heurts sanglants ont commencé le week-end dernier, les combats se poursuivaient également samedi matin après que les insurgés eurent découvert un charnier où avaient été enterrés plusieurs milliers de victimes de la répression, dont la plupart portaient des traces de tor-

tures. L'incertitude la plus complète subsistait d'autre part sur le sort de Nicolae Ceausescu et de son épouse Elena, dont l'arrestation a été successivement annoncée puis démentie. Il ne semblait pas qu'ils soient parvenus à quitter le pays. Le Front du salut de la patrie, présidé par M. Manescu, qui assume en principe désormais la responsabilité du pouvoir, a annoncé que des élections libres seraient organisées au mois d'avril prochain. Radio-

Bucarest, enfin, a annoncé que l'ambassade d'URSS en Roumanie avait promis une « aide militaire d'urgence pour la révolution roumaine à la suite de l'apparition en Roumanie de groupes de terroristes étrangers ». Cette information n'est pas confirmée sous cette forme à Moscou, où M. Gorbatchev a seulement indiqué samedi que l'URSS étudierait l'octroi à la Roumanie d'une aide, sans préciser si celle-ci pourrait être de nature militaire.



### Timisoara, ville martyre

TIMISOARA de notre envoyé spécial

Le bruit et la fureur, la fièvre et le chaos. Pour ses premières heures de liberté de l'après-Ceausescu, Timisoara, « première ville libre de Roumanie », celle qui a allumé la mèche de l'insurrection dimanche dernier et montré l'exemple du courage à tout le pays, Timisoara vivait encore, samedi 23 décembre dans la matinée, au rythme des armes à feu, dans un climat de tension extrême. Fumées et cris, sirènes d'alerte et balles tra-

çantes, la nuit tout entière fut marquée par les détonations et les hurlements des moteurs.

Les chars d'assaut, qui avaient disparu du paysage de la cité depuis quelques jours, ont à nouveau repris position dans le centre-ville, et des combats furieux à l'arme automatique ont mis aux prises, toute la nuit, les soldats ralliés à la « nouvelle révolution » et les derniers défenseurs de l'ordre ancien.

Combien étaient-ils et qu'espéraient-ils, ces hommes de la Securitate, la police politique

de l'ancien régime, qui rejettent encore, vingt heures après la chute du Conducator, la victoire du peuple roumain sur lui-même ? Nul ne le savait vraiment, mais les combats restaient durs. On pouvait encore observer les soldats, samedi à 9 heures, changer de positions et tirer sur tout ce qui bougeait autour du centre des télécommunications que les autres voulaient prendre.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 3 et nos autres informations pages 3 à 6

## Les Américains embourbés au Panama

Washington a dépêché deux mille soldats supplémentaires pour faire face à la résistance des partisans du général Noriega

WASHINGTON de notre correspondant

Poursuite des affrontements, agressement surprenant des membres des « bataillons de la dignité » organisés par le général Noriega et envoi de deux mille soldats américains supplémentaires, qui s'ajoutent aux quelque vingt-quatre mille déjà sur place : la troisième journée de l'intervention américaine au Panama, vendredi 22 décembre, a apporté son contingent de nouvelles déceptions. Les responsables militaires américains qui

annonçaient, la veille, la fin de toute résistance organisée ont révisé leur formule : la résistance opposée par « les bataillons de la dignité », a ainsi déclaré le général Maxwell Thurman, chef du « commandement sud » des troupes américaines.

Mais quelques nouvelles plus rassurantes sont venues éclaircir le tableau : les troupes panaméennes de la garnison de David, la seconde ville du pays, se sont rendues aux forces américaines avant même que ces der-

nières ne prennent le contrôle de la ville. Et les images montrant les habitants de David, manifestant par milliers leur joie en agitant des drapeaux américains et faisant le V de la victoire, ne pouvaient que conforter l'opinion américaine dans l'idée que les Etats-Unis ont bien fait d'agir.

Autre nouvelle réconfortante : les otages américains, ou ceux qu'on supposait avoir été pris en otages, ont été retrouvés, à une exception près.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 5

### Le sort des chantiers de La Ciotat

Le conseil général des Bouches-du-Rhône, réuni, accepte la proposition Lemaire

page 13

### La relance du dialogue euro-arabe

Le rapprochement avec l'Est ne se fera pas aux dépens du Sud, déclare M. Mitterrand

page 16

### Le spleen des jardiniers de la mer

Avec les ostréiculteurs de Marennes-Oléron

page 13

### La mort du cinéaste Georges Rouquier

De « Farabique » à « Biquefara »

page 10

### Date

Il y a dix ans, l'intervention soviétique en Afghanistan

page 2

Le sommaire complet se trouve page 16

## La politique à l'épreuve de la vertu

La nouvelle loi sur le financement des campagnes électorales et des partis est particulièrement sévère et contraignante

Le 4 octobre dernier, la session parlementaire d'automne s'ouvrait à l'Assemblée par l'examen d'un projet de loi qui agissait toute la classe politique : le financement des partis et des campagnes électorales. Des membres du Front national, toujours prêts à alimenter le vieux fonds français d'antiparlementarisme, se ruèrent dans les couloirs du Palais-Bourbon pour distribuer, sous l'œil des caméras, des « chèques » de couleur rose, en règlement de « détournements divers ». Dans les esprits, le projet de loi se résumait alors à une seule disposition : l'amnistie.

Trois mois plus tard, le vendredi 22 décembre, la session parlementaire d'automne s'est achevée par l'adoption définitive de ce même projet de loi. Trois mois de débats, quatre lectures par l'Assemblée, trois par le Sénat, auxquelles il faut ajouter une réunion de commission mixte paritaire : ce seul constat

chiffé - un record pour cette session - suffirait à inscrire ce projet de loi au titre des grands débats parlementaires.

Ce n'est pas là la seule raison : au-delà de la dernière péripétie législative, qui a vu le Sénat refuser, fait exceptionnel, un accord intervenu en commission mixte paritaire, ce texte est véritablement de ceux dont le Parlement devrait s'honorer. En premier lieu parce que le projet est sorti profondément modifié et amélioré du débat parlementaire. Ainsi, c'est à l'initiative des députés et des sénateurs que le plafond des dépenses de campagnes électorales a été abaissé, que les délais d'autorisation de promotions commerciales dans un but de propagande électorale ont été réduits, que les opportunités et dispendieuses campagnes vantant, à quelques mois d'une élection locale, les réalisations d'une commune ou d'un conseil général ont été interdites.

Le résultat est un texte très contraignant, très sévère, dont, curieusement, les hommes politiques semblent les derniers à réaliser la portée. Sans doute l'absence d'une perspective d'élections nationales ou locales proches en est-elle la principale explication. L'enjeu du texte n'a en revanche échappé ni aux professionnels du marketing politique ni aux afficheurs, qui voient ainsi fondre les rentes de situation que représentent de bons emplacements muraux en période électorale. La récente campagne d'affichage qu'ils ont organisée, douteuse sur la forme, témoigne si besoin est de leur réelle inquiétude.

La disposition d'amnistie, introduite après de multiples et ridicules péripéties, est la deuxième raison de cette indifférence au véritable contenu du texte.

PASCAL ROBERT-DIARD

Lire la suite page 7

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Arabie, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,86 \$ ; Danemark/Morocco, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,80 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 \$.

M 0146 - 1225 0 - 6,00 F

379014606000 12250

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARI, le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, président,  
et Hubert Bouvo-Méry, fondateur.

## Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Telex MONDOPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437

Remise des journaux sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 45-47-88-81.

## Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMOND  
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 45-47-88-72

Tel. FRANCE, BELGIUM, SUISSE, AUTRES PAYS

3 mois 365 F 397 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 080 F 1 080 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 360 F 1 360 F 1 800 F 2 600 F

ÉTRANGER : Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessous

ou par MINITEL

3615 LEMOND

code de accès ABO

PORTAGE :

Pour tous renseignements :

Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque semaine d'abonnement est précédée  
par une semaine sans journal à l'exception  
des deux premières semaines avant  
leur départ. Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS REP

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

821 00000

Le Monde

Édité par la SARI, le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bouvo-Méry (1944-1989)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Conducteur en chef :

Claude Sales

Administrateur général :

Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 45-47-87-27

Telex MONDOPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

## DATES

Il y a dix ans

# L'invasion soviétique en Afghanistan

Le soir du 24 décembre 1979, les habitants de Kaboul, cloîtrés chez eux par le couvre-feu, sont surpris par un vomissement continu. Un pont aérien d'Antonov-22 a commencé, qui se prolongera, dans un ciel glacial mais dégagé, durant les trois nuits suivantes. 5 000 hommes de la 105<sup>e</sup> division aéroportée de la Garde, une unité d'élite, sont ainsi débarqués et installés sur l'aéroport de Kaboul.

Les autorités du régime communiste de Kaboul, dirigé par Hafizoullah Amin, ne résistent pas. Pourtant, le 22 décembre, le dictateur s'était réfugié dans le palais de Daroul-Aman, situé à l'écart de la ville et plus facilement défendable, comme s'il se savait menacé. Le 27 décembre à 19 h 15, l'opération soviétique est déclenchée. Elle sera rapide et efficace. Le palais présidentiel est pris d'assaut et Hafizoullah Amin est tué, ainsi sans doute qu'un officier supérieur soviétique. Les principaux ministères sont occupés.

L'armée gouvernementale n'oppose pratiquement aucune résistance. D'ailleurs les conseillers soviétiques, présents aux postes-clés, avaient pris soin de faire enlever les batteries des tanks, sous prétexte de vérifier leur résistance au gel. Dès le lendemain de la prise de Kaboul, deux divisions motorisées franchissent la frontière soviétique, suivant les deux axes asphaltés, l'un à l'ouest (Torghandi) en direction de Hérat, l'autre à l'est (Hayatatan) en direction de Kaboul. Ces deux colonnes se rencontrent à Kandahar, bouchant ainsi le pays.

Dès le soir du 27 décembre, sur les ondes de Radio-Tachkent, Babrak Karmal annonçait le renversement du dictateur Amin et l'instauration d'une « deuxième étape de la révolution », qui respecterait la légalité et la justice. Babrak Karmal, qui avait été évincé du pouvoir en août 1978, envoyé comme ambassadeur à Prague, puis chassé de l'Est, où les Soviétiques l'avaient gardé en réserve. La nouvelle équipe se mit rapidement en place.

### Règlements de comptes

Pourtant l'opération ne fut apparemment pas le succès politique escompté : le général Papoutine, vice-ministre de l'intérieur, présent sur les lieux et chargé d'assurer la transition politique, disparut dans des circonstances mystérieuses, sans doute un suicide. Babrak Karmal, revenu dans les fourgons de l'armée soviétique, en sera à jamais déconsidéré et quittera le pouvoir en 1986. Entre-temps, l'invasion soviétique a jeté dans les bras de la résistance musulmane des catégories nouvelles de population, comme les fonctionnaires, puis nationalistes qu'islamiques.

An 1<sup>er</sup> janvier 1980, il y a 50 000 soldats soviétiques en Afghanistan, qui deviendront 115 000 un an plus tard. Une guerre de dix ans commence.

Pourquoi cette invasion ? Après la révolution, ou plutôt le coup d'État, du 27 avril 1978, qui avait vu l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique du peuple afghan, communiste et prosoviétique, la situation s'était dégradée. Non seulement les campagnes se soulevaient contre le régime, mais celui-ci s'embarquait dans une série de règlements de comptes sanglants. En février 1979, la ville de Hérat se soulève, et le 5 août, la garnison de Bala-Hisar, la plus importante de Kaboul, se mutine.

Après l'élimination de la faction par-cham, dirigée par Babrak Karmal, ce fut au tour de la fraction thalay de se déchoir. Brejnev décide alors de jouer le secrétaire général et président, Nour Mohammad Taraki, contre son premier ministre, Hafizoullah Amin, jugé sectaire et dangereux. Amin est à la fois un communiste radical, partisan de passer direc-



tement du « féodalisme » au « socialisme » et un nationaliste pachtoune.

Pour Moscou, c'est son sectarisme qui est la cause principale des soulèvements et des règlements de comptes. Mais le scénario dérape et, le 14 septembre, de retour de Moscou où il a rencontré Leonid Brejnev, le président Taraki est assassiné par Hafizoullah Amin, qui demande aussitôt le rappel de l'ambassadeur soviétique Safronchouk. L'invasion est donc inévitable si Moscou ne veut pas voir se créer sur sa frontière sud un régime « progressiste » déviant et nationaliste, avec une sorte de Pol Pot à sa tête, qui pourrait éventuellement être renversé par une guérilla musulmane. Deux perspectives également insupportables pour Moscou. Quant aux grandes visions stratégiques, comme la descente vers les mers chaudes ou la lutte contre le fondamentalisme islamique, elles n'ont apparemment pas joué de rôle.

### Une « sale guerre »

La décision d'intervenir semble avoir été prise en septembre par une poignée de membres du bureau politique, incluant Brejnev, Soultov, Gromyko, Andropov, Oustinov. Le KGB fit plus tard courir le bruit de son opposition à l'invasion, alors que l'armée y aurait été favorable ; cette thèse fut reprise, en 1982, par un transfuge du KGB, Konzichine. Pourtant un article de la *Krasnata Zvezda*, du 18 novembre 1989, soutient la thèse inverse : l'état-major de l'armée aurait été opposé à l'invasion, suivant l'avis du chef de la mission militaire à Kaboul, le général Gourelou, alors que le résident du KGB, le général Ivanov, l'aurait conseillé.

L'analyse de la guerre confirmerait plutôt cette dernière thèse. La guerre d'Afghanistan a été celle du KGB, pas de l'armée. Le KGB a effectivement monté le Khad, son homologue afghan, alors que l'armée soviétique, quoiqu'elle ait fait sentir le poids de sa puissance de feu à la

population civile, ne s'est jamais vraiment investie dans ce qui lui a paru très tôt être une « sale guerre ». C'est pourquoi l'armée soviétique s'est retirée sans état d'âme, en 1989, avec autant de brio technique et aussi peu de conviction.

Les raisons invoquées officiellement pour justifier l'invasion étaient le traité d'amitié soviéto-afghan de 1978, ainsi que les « quatorze requêtes » supposées avoir été faites par le gouvernement de Kaboul dans les semaines précédant l'invasion. Thèse délicate à maintenir quand on sait que la première tâche des soldats soviétiques fut de tuer le chef de l'État, Amin, et d'arrêter la majorité des membres du comité central. L'explication officielle, qui sera maintenue jusqu'en 1986, fut qu'« un contingent limité de troupes soviétiques a été envoyé en Afghanistan à la requête du gouvernement de Kaboul, menacé par des incursions extérieures ; ces événements ont créé une situation dangereuse sur la frontière soviétique ; le contingent militaire, qui n'est pas directement engagé dans les combats, quittera le pays dès que les conditions de son intervention auront disparu » (*Pravda* du 31 décembre 1979).

Il est certain que le souhait des dirigeants soviétiques était de pouvoir retirer leurs troupes après que le régime se fut consolidé et en évitant toute participation à des combats. Le modèle, c'est la Tchécoslovaquie de 1968. L'obsession, c'est le Vietnam.

### Comme à Prague ?

De fait, l'invasion de l'Afghanistan a été menée sur le même modèle que celle de la Tchécoslovaquie onze ans plus tôt, sous le commandement du même général Pavlovski. Comme à Prague, l'objectif était de s'emparer rapidement de la capitale et des positions stratégiques, afin de remplacer un gouvernement communiste « déviant » par une équipe plus orthodoxe et prosoviétique, qui se chargerait ensuite de la « normalisation ». L'impo-

pularité du régime de Hafizoullah Amin ne faisant pas de doute, les Soviétiques pensaient que la population traumatisée accepterait avec soulagement, au pis avec indifférence, le nouveau régime, qui pourrait alors prendre en charge lui-même la reconquête des campagnes, sans que l'armée soviétique soit directement impliquée dans les combats.

En Tchécoslovaquie, l'opération d'invasion, mal conçue, avait failli tourner à la catastrophe sur le plan technique, mais le régime de Husak, pourtant impopulaire, sut prendre sur lui la normalisation. En Afghanistan, ce fut le contraire. L'opération fut un succès technique, mais le régime se révéla incapable de se lancer dans la reconquête. La participation directe des troupes soviétiques au combat devint nécessaire, ce qui n'était pas prévu, comme le montrent les modalités même de l'invasion.

Les unités motorisées qui envahirent l'Afghanistan n'étaient pas destinées à une guerre de contre-guérilla. Équipées de leur armement conventionnel (incluant les équipements chimiques, antiaériens et antichars), composées de réservistes, donc peu combattives, elles étaient surtout chargées de s'assurer du contrôle statique des points stratégiques et de faire de la présence.

### Des réservistes musulmans

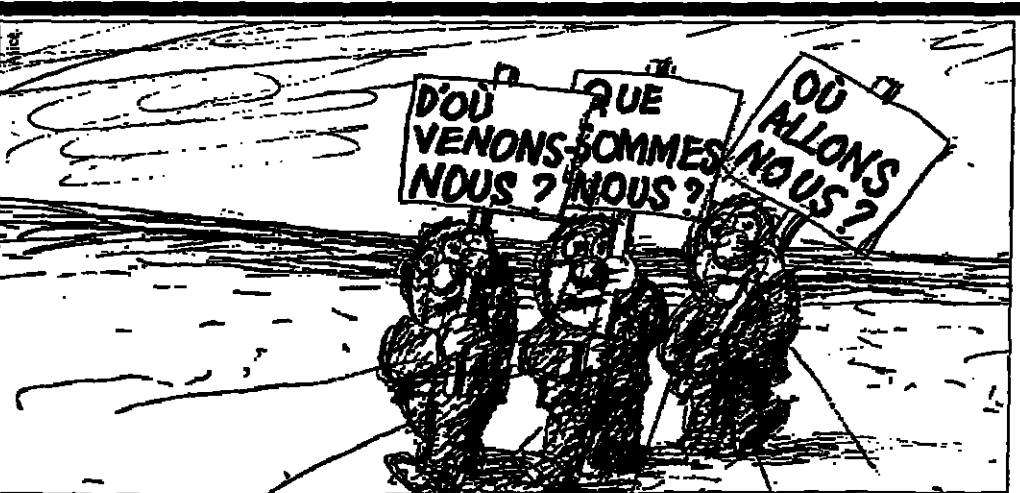
On a beaucoup glosé sur le fait que l'essentiel des premières troupes, à l'exclusion des parachutistes, étaient musulmanes. Plutôt qu'un acte politique, il faut y voir la conséquence de la décision de mobiliser les divisions les plus proches de la frontière afghane, pour éviter au maximum les mouvements de troupes à l'intérieur de l'URSS. Dans le système soviétique, les divisions qui sont loin des théâtres d'opérations éventuelles sont de simples structures vides (parfois à moins de 30 % de leur effectif), que l'on gonfle par des réservistes rappelés sur place au moment de l'alerte.

Il était donc normal que les réservistes locaux rappelés sur la frontière fussent des musulmans. Très vite, les conséquences négatives de cet impératif purement technique apparurent : les musulmans soviétiques sympathisèrent avec la population et furent remplacés en février par des troupes d'active, où l'on retrouve la proportion habituelle dans l'armée soviétique entre « européens » et « asiatiques ».

Rien n'avait été prévu pour mener une guerre de contre-guérilla de longue durée. L'espoir des Soviétiques de voir le nouveau régime attirer des secteurs de plus en plus larges de la population et prendre en main la pacification se révéla vain. Pourtant, lorsqu'il fut évident que la guerre allait durer, l'état-major soviétique ne fit guère d'effort pour transformer la quarantième armée en une armée de contre-guérilla. Pendant des années, les troupes circulaient en longues colonnes blindées qui se comportaient au feu suivant les instructions des manuels prévus pour une guerre en Europe.

Certes, à partir de 1982, mais surtout entre 1984 et 1986, on utilisa plus l'hélicoptère de troupes aéroportées et on pratiqua l'embuscade de nuit, mais jamais l'armée soviétique n'atteignit le niveau de sophistication des troupes de contre-guérilla françaises ou américaines. Si bien que le retrait des troupes soviétiques, en février 1989, ne modifia guère les données militaires en Afghanistan. L'armée soviétique ne s'est pas vraiment battue, se contentant d'aligner des ruines et des cimetières aux quatre coins du pays. Mais si sa présence a cimenté les moudjahidins, son retrait, en dissociant chez les Afghans nationalisme et défense de l'islam, a paradoxalement permis au régime de Kaboul de retrouver une certaine légitimité.

OLIVIER ROY



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

### L'HOMME IMPRÉVU

I. Histoire naturelle de l'homme

André Bourguignon

NUL esprit n'aurait pu, il y a cinq milliards d'années, prévoir l'apparition de l'homme sur la terre. Aux trois questions que chacun, avec Gauguin, s'est posées, André Bourguignon tente de répondre.

Collection « Questions » dirigée par Blaise Barrès-Kriegel

352 pages - 140 F.

PUF

Robert LAFONT

### LETTRES DE VIENNE

à un ami européen

Le point sur les craquements à l'Est

144 Pages / 98 Francs

AUBANEL / AVIGNON



# L'EFFONDREMENT DU RÉGIME CEAUSESCU

Des centaines de cadavres dans les rues de la capitale

## Les combats se sont poursuivis toute la nuit à Bucarest et dans plusieurs villes de province

C'est en milieu d'après-midi, vendredi 22 décembre, que la situation s'est à nouveau brusquement détériorée à Bucarest. Alors que la foule en liesse, fraternisant avec les militaires, célébrait sa victoire et marchait vers la résidence du Conducator disparu, des chars et des unités spéciales de la garde de Nicolae Ceausescu se dirigeaient vers le siège de la télévision roumaine, aux mains des insurgés. Aussitôt après, toutefois — il était alors un peu plus de 16 heures — le général Nicolae Militaru, commandant la 11<sup>e</sup> armée, prenait la tête d'unités militaires autour des bâtiments de la télévision pour en assurer la défense. Il demandait en outre aux autres commandants de l'armée roumaine d'arrêter le massacre et de faire rentrer les militaires dans les casernes.

Maïs la confrontation entre les hommes de la Securitate et les militaires alliés aux insurgés allait être extrêmement dure et se prolonger jusqu'à samedi matin. Les unités restées fidèles au régime Ceausescu étaient en général mieux équipées que l'armée régn-

### Tirs de mortiers et survol d'Avions

En même temps des combats se déroulaient dans d'autres quartiers de la capitale ainsi qu'autour de l'aéroport, très meurtrier semble-t-il puisque des témoins, pour la plupart des journalistes des pays socialistes encore en poste à Bucarest, faisaient état de centaines de corps gisant dans les rues. Vers 3 heures du matin, l'armée régulière avait repris le contrôle de la radio et de la télévision, mais de très fortes

explosions étaient signalées, vraisemblablement provoquées par des engins à retardement laissés par la Securitate.

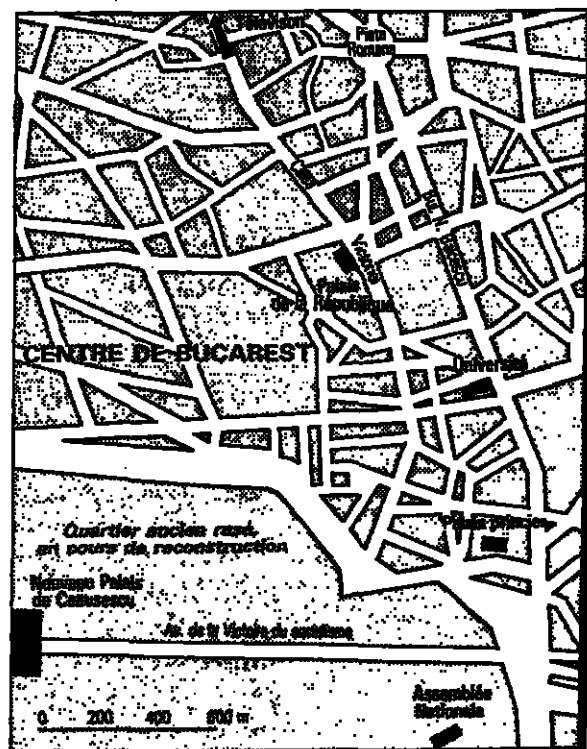
Aux premières heures de la journée, samedi, le chef d'état-major de l'armée, le général Stefan Gusa, membre du Comité de salut national, affirmait à la radio que « l'armée et le peuple contrôlent la situation dans la majeure partie du pays », en dépit de « quelques isolés de terroristes qui tentent de détruire ce que nous avons fait ». « L'ensemble de la population, a-t-il ajouté, doit accomplir son devoir dans le calme et l'ordre. (...) Tout doit revenir à la normale aussi vite que possible. »

Le chef de la Securitate et des troupes du ministère de l'Intérieur, le colonel Iulian Vlad, apparemment rallié, intervenait également à la radio pour appeler à l'unité et affirmer que le ministère de l'Intérieur avait été purgé de ses « éléments loyaux au clan Ceausescu ». « Frères roumains, ajoutait-il, dans ces moments historiques le ministère de l'Intérieur et toutes ses unités combattent au coude à

coude avec l'armée roumaine pour la survie de la nation et du peuple roumain. »

En dépit de ces assurances de multiples informations indiquaient que les combats se poursuivaient encore samedi matin. L'agence yougoslave Tanjug signalait que l'on entendait des rafales d'armes automatiques et des tirs de mortier, notamment dans le quartier du palais présidentiel. « La situation est très grave, écrit Tanjug, le centre de la ville est complètement obstrué. » Un peu plus tard, la télévision de Belgrade annonçait sans autre précision que des avions de combat survolaient la capitale.

Au moins aussi préoccupant est le fait que de violents combats se poursuivaient également dans diverses villes du pays, en particulier à Brasov, Arad, Cluj, Sibiu et Galac, ainsi qu'à Timisoara.



Centre de Bucarest. Les zones de combats sont indiquées par des points noirs.

## Timisoara ville martyre

Suite de la première page

On pouvait voir les militaires, casqués et bottés, avancer prudemment, cassés, en deux d'une rue à l'autre, d'un côté de la maison à l'autre, muscles tendus et œil aux aguets. Ce fut une nuit de guerre civile plutôt que de fête, et les rares citoyens qui bravaient encore le couvre-feu imposé vendredi soir par l'armée avaient encore à l'œil la peur dans le regard.

Qu'elles s'annonçaient belles, pourtant, ces premières heures de liesse populaire, les premières depuis un quart de siècle ! Qu'elles étaient belles et tristes en même temps, avec ces pauvres héros rencontrés un peu partout dans les villages du district de Batry et tout au long de la route qui mène de Yougoslavie à la grande ville de Transylvanie, des chandelles posées sur les bas-côtés au pied des icônes ou des églises orthodoxes en hommage aux victimes de la répression.

Ici, un groupe d'une trentaine d'hommes qui s'époumonnent à chanter la *Liberté* presque retrouvée tandis qu'à leurs pieds flambent les drapeaux communistes et les portraits du « dictateur assassin ». Dix kilomètres plus loin, dans un autre village, les paysans misérablement vêtus ont taillé de grandes trouées dans les drapeaux bleu, jaune, rouge de la nation. Le faisceau de blé, l'emblème du Parti communiste honni qui s'était invité sur les couleurs nationales, a été taillé et brûlé.

Pataugeant dans la boue noire, les paysans s'approchent du véhicule étranger, réclamant des cigarettes, de l'alcool et se contentant le plus souvent de quelques coups de klaxon joyeux. Ils veulent faire du bruit, chanter, hurler leur joie, mais dans ce décor de dénuement total, de masses minables, sans électricité, sans eau courante, il était bien difficile de se réjouir.

Alors, pour s'aider un peu, ils se sont enivrés. Les yeux rougis sont des orbites, les visages maigres sondent l'étranger, certains rient

et se bousculent. Des ordres sont hurlés, bientôt suivis de contre-ordres. Au total ils font un peu peur.

« Nous avions peur de tout... »

A Timisoara, même ambiance de passion survolée et d'embrasades noyées sous des flots d'alcool frelaté. « Ah ! Monsieur, si vous saviez comme nous sommes heureux, nous ne pouvons même plus nous parler, Monsieur. Nous avions peur de tout, de notre ombre, de nos... » Emportée par l'émotion, la voix épuisée d'avoir trop crié de l'ingénieur en chef Alexandrov Ciura s'est brisée net. Le vieil homme n'en peut plus, il

mourait d'ordre et les slogans qui tombent des haut-parleurs. Un gros camion noir se fraie un passage dans la foule, et des jeunes à l'intérieur lancent à pleines poignées des dizaines de pains frais aux spectateurs. « Pour la plupart, nous expliquent-ils, ils sont là depuis cinq ou six jours, ils campent tranquillement sur la place et ils ont faim. »

Toutes les industries de la cité sont encore en grève, sauf l'usine locale de boulangerie, les transports publics et les hôpitaux. Le central téléphonique a fonctionné pendant quelques heures puis s'est arrêté, pris sous les tirs croisés des soldats et des derniers représentants de la Securitate. Une nouvelle administration communale est virtuellement en place depuis mercredi. A sa tête, depuis le 19 décembre, un comité de dix personnes représentatives de la cité — un étudiant, un ouvrier, un écrivain, une femme, un avocat etc. — qui s'est lui-même dénommé « le Front démocratique de Roumanie ».

Son vice-président, M. Ivan Stephan, un professeur de sciences politiques, avec une trogne de journalier agricole et des mains rousses de charbonnier, nous déclare dans le brouhaha de son « bureau » improvisé : « Nous n'avons qu'une seule idéologie, la social-démocratie ». « Et aussi les droits de l'homme », a crié quelque'un dans la salle. « Oui, les droits de l'homme aussi », renchérit le professeur.

Il avoue que son organisation n'a pas encore pu établir le contact avec la nouvelle direction du pays à Bucarest, « mais cela ne va pas tarder ». Des gens vont et viennent autour de lui, le courent, le font répéter ce qu'il a dit. Un général de l'armée en grand uniforme tente de s'approcher de la table encombrée de tracts, de bouteilles vides et de détritus divers. « Ah, oui, nous allons bientôt prendre un officier dans notre comité », se souvient brusquement M. Stephan.

A 3 mètres, un récepteur de télévision, cerné par une cinquantaine de personnes, hurle les nouvelles en direct de Bucarest. « Excusez-nous

pleure doucement dans le col élimé de son long cache-misère.

Nous sommes sur le grand balcon de l'Opéra, face à l'esplanade où tout s'est joué depuis dimanche et qui sera bientôt rebaptisée « place de la Victoire du peuple ».

En contrebas, cinquante mille, soixante mille personnes peut-être, reprennent avec ardeur tous les

du désordre, dit une jeune étudiante, il y a vingt-quatre ans que nous n'organisons plus rien. »

A 18 heures, la ville est encore en liesse. Au balcon de l'Opéra municipal transformé en préfecture ou en palais du gouvernement provisoire, comme on voudra, les orateurs se succèdent et font applaudir à tout rompre tout ce qu'ils veulent. A 20 heures, heure locale, on annonce faussement, mais peu importe, que Ceausescu a été arrêté. « La tyrannie est tombée ! A mort l'assassin ! Vive la Roumanie libre, souveraine et indépendante ! »

On dit que la Securitate résiste encore aux changements. « A bas la Securitate ! On annonce qu'un journaliste parisien du Monde est au balcon : « Vive la France, vive le Monde ! Malgré le froid qui s'est abattu maintenant sur la place de l'Opéra, on s'agaille encore, on se congratule, on s'enlace avec passion. Deux heures plus tôt, dans le quartier du petit cimetière réservé aux indigents, des citoyens ont localisé les fosses communes dans lesquelles les hommes de la Securitate avaient enseveli certaines des trois mille à quatre mille victimes — chiffre cité par le Front démocratique — de ces derniers jours.

Des dizaines de femmes et d'enfants, quelquefois évanés — « pour faire croire qu'ils sont morts à l'hôpital et qu'ils ont subi un examen légal », explique-t-on — sont alligés à même la boue. Les familles viennent les reconnaître. Certains parents s'effondrent. La scène est insoutenable. Timisoara, ville martyre, avait réclamé aux bourgeois les corps de ses enfants morts. Le pouvoir n'avait pas jugé bon d'obtempérer. Aujourd'hui, malgré qu'il ne reste encore un peu, c'est bien lui qu'on enterme...

PATRICE CLAUDE

## Où est Nicolae Ceausescu ?

Où sont passés Nicolae et Elena Ceausescu ? Depuis vendredi 22 décembre en fin de matinée, l'incertitude la plus totale règne sur le sort du Conducator et de son épouse, dont la rumeur, présentée parfois comme une certitude, n'a eu de cesse de relater les multiples arrestations et... évènements.

● Vendredi, 12 h 35 : L'agence yougoslave Tanjug annonce que « le président s'est enfui par hélicoptère depuis le toit du palais ». Quelques minutes plus tard, on précise qu'il essaie de se rendre en Chine.

● 14 h 41 : La télévision roumaine captée à Belgrade annonce la « capture ». Ceausescu, sa femme et deux ou trois collaborateurs, se sont posés en hélicoptère à Putu, non loin de Bucarest. Là, ils sont montés dans une Dacia 1300 conduite par un général en civil. Avant d'être arrêtés une première fois à Trgoviste, à 75 kilomètres au nord-ouest de Bucarest, ils ont changé deux fois de voiture.

● 14 h 57 : La télévision roumaine annonce cette fois, toujours sans aucun détail, que le dictateur « s'est échappé ».

● 16 h 54 : La télévision roumaine précise que Ceausescu a bien été arrêté, et la nouvelle est confirmée à nouveau par Ion Iliescu, le porte-parole du Comité de salut national qui précise qu'il est aux mains de l'armée.

● 19 h : La télévision dit à nouveau que Ceausescu s'est enfui. Sans doute vers l'étranger.

La nouvelle semble confirmée par l'agence yougoslave Tanjug, vers 21 h 30 : le couple s'est enfui, dit-elle, de Roumanie.

● 22 h 08 : Tanjug affirme cette fois que le dictateur a bien été arrêté et, vers le milieu de la nuit, la radio hongroise le confirme : le couple est aux mains de l'armée et en route pour Bucarest.

Il n'y arrivera semble-t-il pas ce jour-là. Car à 9 heures samedi, reprenant ce cycle de rumeurs et contre-rumeurs, la radio roumaine annonce que les Ceausescu n'ont pas été arrêtés, mais qu'ils se trouvent toujours en Roumanie.

En revanche, des certitudes s'imposent. Et d'abord l'arrestation du fils Ceausescu, Nicu, désarmé à Sibiu en Transylvanie « au moment où, dira la radio nationale, il s'apprêtait à prendre des otages ». Nicu Ceausescu, le visage défilé et barré d'ecchymoses, sera, de fait, présenté à la télévision.

Pour la petite histoire, on apprendra aussi que, si la fuite des Ceausescu pour l'étranger a été mystérieusement empêchée, c'est peut-être grâce à la solidarité de certains techniciens allemands qui avaient entrepris de « réviser » l'avion personnel des Ceausescu et qui se sont mis au chômage technique au bon moment.

### A la télévision

#### La révolution en direct

Les chaînes de télévision ont offert aux téléspectateurs, dès l'après-midi du vendredi 22 décembre, des images saisissantes du soulèvement en Roumanie. C'est ainsi que la Cinq a relayé pendant cinquante-cinq minutes en direct les émissions de la télévision roumaine, reprise par les insurgés. Tandis que M. Adrien Pop traduisait les appels des médecins, les interventions des militaires, les témoignages d'anciens détenus, qui se succédaient dans les studios de Bucarest, Guillaume Durand improvisait à Paris un plateau avec les journalistes de la rédaction et de nombreux exilés roumains.

La Cinq a également réussi à introduire une équipe de reportage à Timisoara. Les images transmises en direct ont d'abord montré l'explosion de joie de la foule, rassemblées sur la place de l'Opéra, à

l'annonce de la chute de Nicolae Ceausescu. Elles ont ensuite révélé l'horrible charnier des victimes des manifestations de dimanche dernier.

Les équipes d'Antenne 2 sont aussi parvenues à pénétrer sur le territoire roumain à partir de la frontière hongroise, filmant de village en village les manifestations de la foule. La chaîne publique a improvisé à 20 h 30 une émission spéciale où alternaient les images en direct de la télévision roumaine et les réactions parisiennes, dont celles de M. Michel Rocard et de M. Eugène Ionesco.

A la radio, c'est la rédaction de RTL qui, la première, a annoncé la chute de Nicolae Ceausescu, vendredi dans le flash de 11 heures, citant des sources diplomatiques occidentales à Bucarest, cinquante minutes avant la première dépêche d'agence.

Il avoue que son organisation n'a pas encore pu établir le contact avec la nouvelle direction du pays à Bucarest, « mais cela ne va pas tarder ». Des gens vont et viennent autour de lui, le courent, le font répéter ce qu'il a dit. Un général de l'armée en grand uniforme tente de s'approcher de la table encombrée de tracts, de bouteilles vides et de détritus divers. « Ah, oui, nous allons bientôt prendre un officier dans notre comité », se souvient brusquement M. Stephan.

A 3 mètres, un récepteur de télévision, cerné par une cinquantaine de personnes, hurle les nouvelles en direct de Bucarest. « Excusez-nous

## Vivre en Tsar est un art.



Van Clee

## L'EFFONDREMENT DU RÉGIME CEAUSESCU

En 1989

## L'irruption de la violence

Novembre

**Lundi 18.** — Ouverture du quatrième congrès du Parti communiste roumain. Nicolae Ceausescu attaque « tous ceux qui dévient du socialisme et se rapprochent du capitalisme ». La Roumanie, ajoute-t-il, « s'opposera par tous les moyens à la remise en cause du socialisme scientifique ».

**Vendredi 24.** — Nicolae Ceausescu est réélu à l'unanimité au poste de secrétaire général du PC.

Décembre

**Samedi 16.** — Quelques cinq mille personnes manifestent à Timisoara (ville de trois cent mille habitants au nord du pays, à 80 kilomètres de la frontière hongroise) pour empêcher la déportation du pasteur protestant Laszlo Tokeas, défenseur de la minorité hongroise. Selon la radio hongroise, les soldats ont chargé la foule, balayée au fusil. Des chars de combat et des hélicoptères ont été utilisés par l'armée. D'autres manifestations ont lieu à Arad, près de la frontière hongroise.

**Dimanche 17.** — Dix mille personnes, rassemblées au centre de Timisoara, prennent d'assaut les bâtiments officiels, brisent les vitrines de librairies pour brûler les livres et portraits de Ceausescu. Les étudiants de Bucarest se soli-

darisent avec les manifestants de Timisoara.

**Lundi 18.** — Nicolae Ceausescu arrive à Téhéran pour une visite d'Etat de trois jours. Les témoins des manifestations de dimanche parlent de « massacres » et de plusieurs centaines de morts. La radio hongroise rapporte que les villes de Timisoara, Oradea et Cluj (capitale de la Transylvanie) sont contrôlées par les chars et évoque des incidents dans la ville frontalière de Kurtos.

**Mardi 19.** — A Timisoara, plusieurs rassemblements de protestation se déroulent dans les usines. De nouveaux coups de feu éclatent à Timisoara et Arad. Les rues de

Nicolae Ceausescu affirme, dans une allocution radiodiffusée, que l'armée est intervenue dimanche « pour réprimer des groupes fascistes et antinationaux ». A 20 heures, la télévision roumaine annonce que l'état d'urgence est proclamé dans la région de Timisoara.

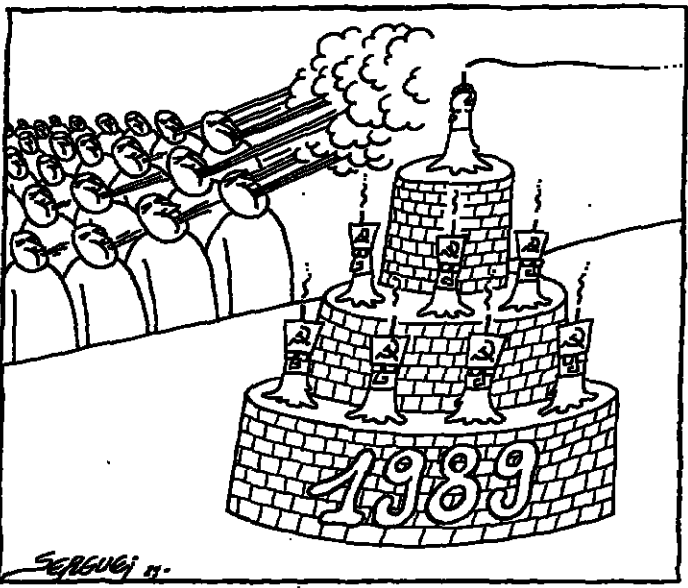
**Jeu 21.** — La foule, appelée à acclamer publiquement le numéro un roumain à Bucarest, se retourne contre lui. Les forces armées interviennent en tirant sur les manifestants, dont certains sont écrasés sous les roues des blindés. Les morts se chiffrent par dizaines. Timisoara est paralysée par une grève générale. L'opinion internationale se mobilise.

**Vendredi 22.** — Après de nouveaux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Bucarest, l'état d'urgence est proclamé sur l'ensemble du territoire roumain. Peu après est annoncé le suicide du ministre de la Défense, le général Vasile Milea. Les événements se précipitent, et l'on assiste à des scènes de fraternisation entre militaires et manifestants qui se dirigent vers le palais présidentiel. Peu avant midi, Radio Bucarest annonce que M. Ceausescu a abandonné le pouvoir et est remplacé par un Front du salut de la patrie dirigé par l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Corneliu Manescu.

L'armée, ralliée au nouveau pouvoir, repousse une attaque de la police politique restée fidèle à Ceausescu contre le bâtiment de la télévision roumaine, mais les affrontements continuent. De violents combats ont lieu en plusieurs endroits de Bucarest pendant la nuit de vendredi à samedi, selon les correspondants des agences de presse des pays de l'Est. Dans la nuit, des « centaines de morts » et de blessés graves gisent dans les rues de Bucarest, rapporte la télévision hongroise.

Nicolae Ceausescu et sa femme sont toujours en fuite. Leur fils Nicu, qui avait disparu jeudi soir, a été retrouvé.

**Samedi 23.** — Des tirs sont encore entendus dans divers endroits de Bucarest où la situation reste extrêmement confuse, de même que dans l'ensemble du pays.



habitants au nord du pays, à 80 kilomètres de la frontière hongroise) pour empêcher la déportation du pasteur protestant Laszlo Tokeas, défenseur de la minorité hongroise. Selon la radio hongroise, les soldats ont chargé la foule, balayée au fusil. Des chars de combat et des hélicoptères ont été utilisés par l'armée. D'autres manifestations ont lieu à Arad, près de la frontière hongroise.

**Dimanche 17.** — Dix mille personnes, rassemblées au centre de Timisoara, prennent d'assaut les bâtiments officiels, brisent les vitrines de librairies pour brûler les livres et portraits de Ceausescu. Les étudiants de Bucarest se soli-

Bucarest, où la veille des mouvements de grève ont été observés, sont quadrillés par des patrouilles. **Mercredi 20.** — Les témoignages confirment la violence de la répression à Timisoara : enfants écrasés par les blindés, manifestants achevés à coups de balonnettes, tirs de mitrailleuse contre les passants, incursion de l'armée dans les hôpitaux. L'agence est-allemande ADN parle de trois mille à quatre mille morts à Timisoara, et de soulèvements dans une dizaine de villes. Plus de dix mille personnes manifestent à Timisoara contre l'interdiction d'enterrer les corps des victimes. Les ouvriers continuent leur mouvement.

## Défense et maintien de l'ordre

● L'armée roumaine, qui selon l'agence hongroise MTI, est « entièrement du côté des insurgés », a été constituée en 1947 et compte un total de 179 500 hommes. Devenue « armée démocratique populaire » en 1948, ses effectifs ont atteint, au maximum 450 000 hommes en 1953, avant de diminuer progressivement à partir de 1955, année de la constitution du pacte de Varsovie, dont la Roumanie est membre. Selon les chiffres publiés en automne 1988 par l'Institut international d'études stratégiques de Londres, il y aurait 140 000 hommes pour l'armée de terre, 7 500 dans la marine et 32 000 dans l'aviation.

● Les forces paramilitaires comprennent 20 000 gardes-frontières et 20 000 hommes des troupes de Securitate dépendant du ministère de la Défense. Ces dernières sont utilisées pour le maintien de l'ordre intérieur et équipées de véhicules de combat blindés et d'engins antichars.

● La garde patriotique est évaluée, selon des estimations occidentales, à quelque 700 000 hommes et femmes. Cette milice, formée de volontaires, a été créée — au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie (août 1968), à laquelle la Roumanie n'a pas participé — afin de donner à l'appareil de défense du pays un caractère populaire et strictement national.

## Le point de vue d'un ancien officier

L'ancien capitaine de l'armée roumaine, M. Georges Astalos, écrivain, qui vit depuis de nombreuses années en France, nous a adressé ce point de vue.

« Les unités qu'on qualifie de fidèles à l'ancien dictateur roumain font partie de ce que j'appellerai « une armée politique » (à ne pas confondre avec la police politique) créée dans les années 50 pour liquider la résistance anticomuniste roumaine qui, après la prise du pouvoir par le parti, prit le maquis. Infinitement mieux équipée que l'armée régulière, abondamment nourrie et soigneusement dotée d'un armement moderne, cette armée parallèle changea au fil des années de profil, devenant le bouclier des dirigeants du parti et, particu-

lièrement, du clan Ceausescu. Les contacts que j'ai pu avoir avec quelques-uns de mes anciens camarades, arrivés avec des fortunes diverses en Occident, m'ont appris que ces unités de choc (structurées rigoureusement selon le modèle d'une autre armée politique de triste souvenir, celle des Waffen SS) étaient chargées, non seulement de la surveillance de la population et des interventions en cas d'insurrection mais aussi, et surtout, d'empêcher, le cas échéant, l'armée régulière d'agir contre le pouvoir. Il me semble que cette mise au point était nécessaire pour ne pas croire que c'est la véritable armée nationale qui a chargé contre la population à Timisoara, à Bucarest et ailleurs.

## L'ambassade à Paris

salue la « révolte populaire »

L'ambassade de Roumanie à Paris a publié samedi matin un communiqué, dont voici quelques extraits.

« Après la révolte populaire manifestée dans toutes les régions du pays, le régime de dictature personnelle de Ceausescu a été éliminé. On est en train de constituer une direction du pays qui correspond réellement à la volonté et aux intérêts du peuple roumain. (...) »

La Roumanie est décidée à sortir de l'isolement où l'a conduite la dictature, à reconquérir son image et sa place dans le monde. L'ambassade roumaine à Paris déclare son entière adhésion au changement fondamental intervenu dans la vie politique du pays, suite naturelle de la volonté du peuple roumain qu'elle représente.

## M. CORNELIU MANESCU : un diplomate adroit et subtil



Le grand commis de l'Etat, M. Corneliu Manescu, mis à la retraite il y a sept ans, vient de rendre un dernier service à son pays en prenant la tête du Comité de salut national qui a pris le pouvoir à Bucarest le vendredi 22 décembre. Cet homme âgé de soixante-trois ans était, depuis avril dernier, assigné à résidence dans un « centre agro-industriel » des environs de Bucarest où il vivait privé des soins qu'aurait nécessités son mauvais état de santé et dans un logement sans eau courante ; c'était la punition que lui avait infligée Nicolae Ceausescu pour avoir osé avec cinq autres anciens dirigeants communistes protester dans une lettre ouverte rendue publique à la mi-mars contre la politique de « systématisation » des campagnes, contre les pénuries de toutes sortes et contre toutes les violations de la Constitution (le Monde daté 12-13 mars). Dans ce pays où la résistance avait été jusqu'alors le fait d'individus isolés, la lettre ouverte des six avait été la seule manifestation d'opposition concertée, à l'exception bien sûr des grèves des mineurs de la vallée de Jiu et des ouvriers de Brasov, qui étaient des explosions spontanées.

De taille haute, l'allure svelte et nonchalante, il a laissé, tant à Paris où il fut ambassadeur de 1977 à 1982 que dans la communauté internationale, l'impression d'importantes fonctions : d'abord chef du département politique supé-

rieur de l'armée, il devient en 1948, vice-ministre de la Défense nationale.

En 1955, on lui confie la vice-présidence du comité d'Etat du plan, puis en 1960, il est ambassadeur à Budapest où il ne reste qu'un an. Pendant onze ans, il est ensuite ministre des affaires étrangères et défend habilement la politique prônée alors par Nicolae Ceausescu d'indépendance et de défense des intérêts nationaux de la Roumanie qui sera marquée par la visite du général de Gaulle à Bucarest en 1968 et qui, dans l'ensemble, aura leurré tant de monde. En 1965, il entre au comité central du parti.

Puis, en 1972, c'est la disgrâce, sous le prétexte de la « rotation des cadres » : rappelé à Budapest, on le confine à la vice-présidence du Front de l'unité socialiste, mouvement officiel qui fédère les représentants de différentes professions et des minorités vivant en Roumanie.

En 1977, il remplace subitement à l'ambassade à Paris M. Constantin Filan et y passera cinq années. On ignore ce que M. Manescu fit pendant sa retraite prise à l'âge de soixante-six ans. Jusqu'à cette fameuse lettre ouverte des six où avec d'autres anciens dignitaires il dressa en mars dernier un constat accablant de la situation de son pays.

AMBER BOUSOGLOU

## MIRCEA DINESCU : le poète « enfant terrible »

« Mon pays tendu comme un arc... » Ainsi commence l'un des poèmes de Mircea Dinescu. En mars 1988, il perdit son travail parce qu'il se rendait dans les ambassades étrangères sans la permission de son syndicat.

Il fut exclu du parti communiste après avoir donné une interview à Libération dans laquelle il critiquait violemment la dynastie Ceausescu et le climat intellectuel en Roumanie. Il déclarait notamment : « Dieu s'est détourné des Roumains. Les organes supposés défendre les droits fondamentaux de

l'homme, de la justice et la presse se sont transformés en instruments d'intimidation et de terreur auprès de la population. »

Depuis, il était persécuté par les autorités qui le faisaient surveiller en permanence par plusieurs agents. Son téléphone était coupé et il ne pouvait plus quitter son appartement. Il n'avait le droit de ne communiquer avec personne. Ses poèmes sont traduits en hongrois, en français, en anglais et en allemand. Son plus récent livre, *La mort et le journal*, a été censuré en Roumanie pour « excès de mysticisme ».

## Les membres du Comité de salut national

Le Comité de salut national est composé de trente-sept membres, parmi lesquels d'anciens dirigeants, des militaires, des ouvriers, des étudiants et des intellectuels qui se sont trouvés à la tête de la lutte contre la dictature.

Voici la liste de ses membres : Ion Iliescu (ancien responsable du PC) ; Dana Cornea (écrivain) ; Ana Blandiana (poétesse) ; Mircea Dinescu (écrivain) ; Laszlo Tokeas (pasteur) ; Dimitru Vasiliu (Dandis Lili (acteur) ; Stephan Guse (général) ; Dumitru Mazilu ; les anciens dirigeants du PC Victor Stakolescu, Aurel Dragoș Muntian, Corneliu Manescu, Alexandru Perladianu, Silviu Bertran Surian ; Igor Karamitru (acteur) ; Sergiu Naculescu (metteur en scène) ; Mihail Ispas ; Jelio Volkan ; Volculescu ; Dan Marican ; Lucu Mikhaï (capitaine) ; le général Voia ; Dimiterescu Emil (capitaine) ; Vassile Iakse ; Cristina Ciomtu ; Mariana Baciu ; Bogdan Teodorie ; Eugenia Iorga ; Negoci Paur ; George Manole ; Ionescu Adrian Sirt ; Constantin ; Domu Cosgesa ; Magdalena Ionescu ; Marina Mierla ; Constanta Ivanovic ; Ovidio Vlah ; Teodorescu Valeriu.

Ion Iliescu, porte-parole du Comité de salut national, est un ancien membre du Parti communiste, connu pour être gorbatchévien. Il était secrétaire à Iassy, où il avait gagné une certaine popularité en s'occupant notamment du problème des étudiants.

Le général Militaru avait été condamné à mort, il y a quelques années, par Ceausescu, pour « connivence avec l'étranger ». Grâce à la protection des Soviétiques, il ne fut jamais exécuté et fut versé dans la réserve.

## Le programme du Front de salut de la patrie Des élections libres en avril 1990

Le Front de salut de la patrie constitué, vendredi 22 décembre après-midi, après la démission du premier ministre Constantin Dascalu, a immédiatement fait connaître un programme en dix points, lu à la télévision roumaine par son porte-parole, Ion Iliescu. Il entend notamment organiser des élections libres dès avril 1990. Un comité a été créé pour mettre au point une nouvelle Constitution.

Parmi les autres points du programme figurent l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste et l'organisation d'un système pluraliste, ainsi que le changement de nom de la République socialiste de Roumanie, qui s'appellera Roumanie tout court.

Le Front de salut de la patrie affirme sa volonté de voir l'économie du pays se restructurer en intégrant les principes de la rentabilité et du recours à l'initiative privée. Il annonce l'arrêt des exportations de produits alimentaires et la réduction de celles de produits pétroliers. Il garantit d'autre part le respect des engagements internationaux de la Roumanie, notamment à l'égard du pacte de Varsovie. Il proclame enfin que devront être respectés les droits des minorités, les droits de l'homme et la liberté de circulation.

W. B.

## L'ex-roi Michel « prêt à servir »

GENÈVE

de notre correspondante

Versoix, canton de Genève. Michel, un grand homme maigre de soixante-huit ans, calme mais visiblement tourmenté, et son épouse Anne écoutent, quelque peu tendus, la radio. L'ex-roi Michel de Roumanie et l'ex-reine Anne viennent d'apprendre la chute de Ceausescu et n'en croient pas vraiment leurs oreilles. La joie et la crainte passent tour à tour sur les visages. Les bains de sang ne s'oublient pas. Ont-ils seulement pris fin ?

Entendant l'ancien hymne entonné par la foule à Bucarest, Michel de Roumanie reconnaît que mille sentiments, mille sensations, le traversent. « Certes, le départ du tyran est une bonne nouvelle, dit-il, mais que de violences il a fallu d'abord supporter... Ils ont tué des enfants,

mitrillé des blessés dans les hôpitaux... Sa femme ajoute : « Nous ne voulons seulement que s'en aille le diable ». Lui est trop ému pour imaginer l'avenir ; la situation est trop mouvante, mais il donne tout de même deux précisions. Pas question de former un gouvernement en exil, que personne, à son sens, ne prendrait au sérieux. Il estime que la priorité devrait être donnée à la Constitution de 1923, qui garantissait les libertés fondamentales.

« Si je suis sollicité... »

Puis, de nouveau, les remarques fusent : « Comment la patience peut-elle être assez forte pour remettre sur pied un peuple ? Il y a tellement de blessures... Comment les frères peuvent-ils tirer sur leurs pro-

pres frères ? » Ou encore : « Quand on attend un événement pendant des années et qu'il arrive enfin, on est à court de paroles. »

« Avez-vous un plan ? »  
« Je ne peux le dévoiler ;  
« Un retour éventuel sur le trône ? »

« Si je suis sollicité, si les Roumains le souhaitent, j'accepte et je suis prêt à servir mon pays en y restaurant un ordre constitutionnel et la démocratie. Mais tout cela est prématuré. Les choses changent si vite. »

On rappelle à l'ex-roi son abdication en 1948, qu'il n'a acceptée, dit-il, qu'à la suite d'un chantage dont il fut victime : ou bien il abandonne le trône, ou bien on fusille des centaines d'habitants.

ISABELLE VICHNIAC



# L'EFFONDREMENT DU RÉGIME CEAUSESCU

## Communiste, mais « imperator »

A trois petits mois près, Nicolas Ceausescu aurait pu naître en octobre 1917, mais cet enfant-là n'était pas destiné à être seulement un fils de la Révolution russe. Il attendit donc, pour venir au monde, le 26 janvier de cette année 1918 qui est - avec 1877, date de l'indépendance - la plus belle de l'histoire de la mère patrie, puisque c'est à ce moment que la Roumanie vit reconnaître par les vainqueurs de la Grande Guerre le doublement de ses frontières et de sa population.

Soixante ans plus tard - alors que la Bessarabie et la Bucovine-Nord étaient repassées aux mains des Russes et la Dobroudja-Sud à celles des Bulgares - Nicolas Ceausescu fit célébrer cet anniversaire de « l'unification nationale » avec un éclat si nostalgique que les ambassadeurs soviétique, hongrois et bulgare préférèrent quitter Bucarest pour la durée des cérémonies. Les autres, avant l'histoire, en avaient décidé ainsi : Nicolas Ceausescu allait être, avec autant d'intransigence, roumain et communiste. Entre deux fidélités, tout était question de nuance, car dans lequel le successeur de Gheorghiu Dej fut un maître - aussi dur pour son peuple qu'intraitable pour le Kremlin.

### Misère et exploitation

Troisième enfant d'une famille qui allait en compter dix, le petit Nicolas devint dès son plus jeune âge la misère et l'exploitation : les 3 hectares que possédait son père André, au village de Sornicesti, ne suffisaient pas à nourrir la fratrie et il est loué pour les travaux des champs aux voisins plus aisés. A onze ans, Nicolas doit quitter le toit familial (une pièce de 20 mètres carrés peuplée d'environ une dizaine de personnes) pour aller chercher du travail à Bucarest où il entre comme apprenti chez un cordonnier.

Nous sommes en 1929. Dans les villes, le sort du prolétariat n'est pas plus enviable que dans les campagnes. L'agitation ouvrière et paysanne est durement réprimée. La tristesse est à l'ordre du jour. Les coups de main sanglants. En 1933, Nicolas, syndicaliste de quatorze ans, est incarcéré quelques jours pour « incitation à la grève ». Un an plus tard, membre du Front national antifasciste et de l'Union de la jeunesse communiste, le policier l'interpelle parmi les manifestants rassemblés devant le tribunal de Craiova où sont jugés des grévistes. Le camarade Ceausescu, fiché comme « dangereux agitateur », est bientôt expulsé de Bucarest et ramené, menottes aux poignets, à Sornicesti d'où, malgré l'interdit, il regagne la capitale pour adhérer au PC clandestin.

Le voilà devenu hors-la-loi, secrétaire sans domicile fixe de l'Union de la jeunesse communiste, prole désignée des tribunaux du roi Carol qui le condamne, en 1936, à deux ans et demi de prison pour « agitation ». M. Ceausescu obtient beaucoup de succès dans la capitale de la République socialiste de Roumanie - dont Gheorghiu Dej et Chivu Stoika, évincé de son poste de chef de l'Etat en 1967 par le premier secrétaire. Il n'était encore, se souvient l'un de ses compagnons de détention, qu'un « gamin incertain, déshonoré qui ne criait pas quand on le battait et ne souriait pas quand on le nourrissait ».

Plus tard, M. Ceausescu apprendra à sourire (amplement), à parler (d'abondance) et à faire parler de lui (jusqu'à l'outrance et au-delà). Ce petit homme au physique quelconque, habillé sans recherche, dépourvu de prestance et bourru de travail, généra la silhouette et la forme du lutteur habile et rusé qu'il avait voulu demeurer. Mais en ce temps-là il restait beaucoup de chemin à parcourir au petit paysan roumain qui devra au communisme la solide reconnaissance d'une carrière inséparable.

1938 : M. Ceausescu est libéré de prison. L'histoire s'accroche et précipite son pays, ballotté entre les blocs, dans une tragédie ubuesque. La Roumanie vient d'accepter de livrer son pétrole à l'Allemagne et de s'allier ainsi à Hitler. Le Führer, d'abord, la laissera dépecer par l'URSS et la Hongrie, puis l'entraînera (en lui offrant l'occasion de récupérer la Bessarabie) dans son assaut contre l'Union soviétique. Défait, l'abandonnera à un face-à-face avec Staline qui coiffa cher au royaume, en territoires et en dommages de guerre, malgré son ralliement de 1944 au camp allié.

Nicolas Ceausescu, incarcéré à nouveau en 1940 pour « activités illégales », va se lancer, lui, après sept années de militantisme, dans l'étude des œuvres de Marx et de

Lénine. Mais peut-être aura-t-il en le temps - lorsqu'il s'évade en 1944, pendant l'avance des troupes soviétiques, en compagnie de Gheorghiu Dej - de méditer aussi, à la lumière de la *Realpolitik* stalinienne, sur les limites de l'internationalisme prolétarien.

Libérée, la Roumanie a troqué un occupant contre un autre. Le Parti communiste, qui comptait moins de mille membres en 1944, en a eu le temps de l'opportunité aidant - huit cent mille en 1945. De l'adhésion du roi Carol, compromis avec le fascisme, à celle de son fils Michel, trois ans plus tard, en 1947, la « communisation » du pays est vite rendue irréversible. En 1948, les dés sont jetés : après les élections très contestées du 28 mars, qui donnent au Front national démocratique, dominé par les communistes, 405 sièges sur 444, une nouvelle Constitution, calquée sur celle de l'URSS, est adoptée et la Garde de fer fasciste, sans rien avoir à lui offrir, est abolie. Le maître du pays est une femme : Anna Pauker, chef du groupe dit « de Moscou » - où elle a passé les années de guerre - mais Gheorghiu Dej, chef du groupe « de l'intérieur », est déjà secrétaire général du parti.

M. Ceausescu, fidèle à son ancien compagnon de détention et d'évasion, « monte » discrètement et rapidement. Membre de la direction politique de l'Armée en 1945, il est élu député en 1946, nommé ministre de l'Agriculture en 1948, puis de la Défense en 1950, avant de devenir membre du CC en 1952, lorsque Gheorghiu Dej, ayant éliminé Anna Pauker et les « déviationnistes de droite », cumule les charges de secrétaire général du parti et de chef du gouvernement.

### La déstalinisation ignorée

« Protégé » du nouveau patron de la Roumanie, M. Ceausescu se voit confier, à trente-quatre ans, le poste-clé de secrétaire à l'organisation, qu'il utilise pour renforcer un peu plus « l'unité » dirait-on autour de son secrétaire général. En 1957, nouvelle purge à la direction. M. Ceausescu, membre du bureau politique depuis 1955, est délogé, mais le numéro deux de l'appareil, juste derrière Gheorghiu Dej, dont il réussira - c'est une promesse - à rester, huit ans durant, le bras droit.

Fort de ses ressources minérales et énergétiques importantes, la Roumanie socialiste se lance très vite dans une industrialisation spectaculaire. Année après année, au prix de conditions de vie très dures pour la population, les objectifs fixés sont dépassés, et l'équipe de Gheorghiu Dej élabore en 1960 un plan quinquennal visant à doubler la production industrielle. Ni l'Allemagne de l'Est ni la Tchécoslovaquie n'ont intérêt à laisser se développer cette économie potentiellement concurrentielle pour elles. Elles soutiennent donc totalement Krouchtchev lorsqu'il propose, en 1961, de transformer le COMECON en un véritable instrument international de planification et de division du travail. Dans cette préparation des tâches, la Roumanie a un rôle tout défini : être le pays du camp.

Bucarest refuse net. La bataille est longue, mais le PC roumain tient bon, il déclare solennellement que la coopération économique entre pays socialistes ne peut être fondée que sur « les principes de souveraineté nationale et d'indépendance, d'égalité des droits, d'aide fraternelle et de bénéfices mutuels ». Un peu plus tard, à la conférence au sommet du COMECON, les Soviétiques et leurs partisans reculent devant le veto roumain, et le projet d'intégration économique du camp socialiste est abandonné.

### Un seul homme pour une seule charge

Sans insurrection, sans ébranlement du monolithisme intérieur, sans sécession à la yougoslave, la Roumanie vient d'inventer la déstalinisation. Et, dans le même temps, d'émerger sur la scène internationale en exploitant les faiblesses soviétiques : après avoir repris ses relations économiques avec l'Occident dès 1959, elle intensifie ses échanges commerciaux avec la Chine et se pose, entre Moscou et Pékin, en médiateur actif, seules et habiles à tirer les marrons du feu qu'elle n'aurait aucun intérêt à voir s'éteindre.

Jusqu'alors homme de l'ombre, M. Ceausescu a, comme son pays, commencé à se faire connaître. Il

est en 1964, l'un des quatre membres de la délégation roumaine qui se rend à Pékin en mission de conciliation, rencontre les dirigeants chinois et fait escalade en Corée du Nord, puis en Crimée, où l'attendent Krouchtchev.

C'est au retour de cette délégation que Gheorghiu Dej fait adopter, le 27 avril, par son comité central une résolution, retentissante pour l'époque, dans laquelle on lit : « C'est le droit souverain de tout Etat socialiste d'élaborer (...) les formes et les méthodes de sa construction. (...) Aucun Etat n'a le droit de présenter ses propres intérêts comme des intérêts généraux (...) Il ne peut y avoir de parti père et de parti fils, de parti supérieur et de parti subordonné. (...) »

### La dénonciation de l'intervention à Prague

Onze mois plus tard, M. Ceausescu déclare devant la tombe de Gheorghiu Dej auquel il vient de succéder comme secrétaire général : « La Roumanie fonde ses relations internationales sur les principes (...) d'indépendance, de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. »

L'année 1967 est celle de l'envol. En janvier, M. Ceausescu est le premier dirigeant socialiste à établir, malgré les protestations virulentes de la RDA, des relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale dont il fera son premier partenaire commercial occidental. En juin, après la guerre de six jours, il refuse de rompre ses relations avec Israël d'où les ambassadeurs de tous les pays socialistes ont été rappelés. En septembre, c'est la condamnation internationale : son ministre des affaires étrangères, Corneliu Manescu, est le premier représentant d'un pays communiste à être élu président de l'Assemblée générale des Nations unies.

Celui qu'on commence à appeler à Bucarest, mi-ironiquement, mi-administrativement, « le Trés-Haut », lance en avril 1968 quelques lignes contre les « nombreuses illégalités » commises par Gheorghiu Dej et en profite pour... limoger un dernier carré de la vieille garde. Quelques jours après, il reçoit en grande pompe le général de Gaulle, follement acclamé par les Roumains. Mais l'époque - que son illustre invité ne sait laquelle chose - est troublée.

Là-haut, au nord-ouest, à Prague, fleurit un « printemps » que Ceau-

sescu l'orthodoxe désapprouve, mais que Ceausescu l'indépendant, fidèle au principe de la non-ingérence, ne se donne pas le droit de condamner.

Le soir même de l'entrée des troupes soviétiques, hongroises, allemandes, polonaises et bulgares en Tchécoslovaquie, M. Ceausescu, du balcon du palais présidentiel, devant une foule immense, condamne l'agression en termes virulents. Il est à ce moment-là le président d'absolument tous les Roumains et de nombreux intellectuels contestataires - comme Paul Goma qui, neuf ans plus tard, prendra la tête d'un mouvement de dissidence non négligeable - adhérent au Parti communiste. Jamais le chef de l'Etat roumain n'a été ni sera aussi populaire auprès de ses concitoyens.



Qu'il était de ses sujets. Car bientôt M. Ceausescu va prendre l'habitude de considérer qu'il est le dernier et le plus illustre de ses princes qui combattront dans l'histoire pour l'unité de la nation et en compagnie desquels il se fait représenter par les peintres et les sculpteurs. La presse rend compte de tous ses faits et gestes, le cite à tout propos, reproduit ses photos à pleines pages. Ses anniversaires donnent lieu à de stupéfiantes célébrations nationales qui mobilisent la population entière, réunie dans le cadre imposé de la personnalité du « penseur et créateur de la Roumanie moderne ».

En 1974, il ne renoncera qu'à un extrême : à se faire nommer secrétaire général à vie et cette mesure l'amené à faire progressivement de sa femme Elena - qu'il a comme

ouvrière du textile au temps des combats clandestins - le numéro deux de l'Etat et le maître incontesté, si ce n'est incontestable, des arts et des sciences. L'épouse du « digne fils de la Roumanie » devient à son tour l'objet d'un culte si outrancier (et très mal accepté) que les Roumains disent souvent avec une dérision résignée « la famille royale », pour désigner le couple présidentiel. Bientôt toute la « tribu » donne l'impression d'accaparer l'Etat.

Mais, malgré ces aberrations et les difficultés matérielles de plus en plus lourdes imposées par la poursuite effrénée de l'industrialisation, M. Nicolas Ceausescu a eu longtemps, aux yeux de son peuple, l'avantage capital d'être capable de tenir la dragée haute au Kremlin, sans aller jamais jusqu'à l'affrontement.

En 1977, c'est en grande partie à Bucarest que se prépare le voyage de Sadate à Jérusalem. En 1978, M. Ceausescu, après avoir reçu M. Hua Guofeng, refuse catégoriquement à Moscou le renforcement des troupes du pacte de Varsovie en vue de leur éventuel engagement à l'Est. En 1979-1980, il repousse les opérations du Vietnam au Cambodge et l'intervention de l'URSS en Afghanistan.

Mais les déconvenues s'amoncellent auxquelles il réagissait par un surcroît d'orgueil. Prenant son parti des fautes qu'il commettait, mais non des révélations qui en étaient faites, il lançait la chasse aux opposants, chargeant même ses services de sécurité d'enlever l'écrivain Tanase, réfugié en France.

Des bruits courent, début 1983, de tentatives de coup d'Etat militaire et, deux mois plus tard, la surveillance policière devient telle que la simple possession d'une machine à écrire est soumise à autorisation spéciale.

### Amorbid de la clochardisation

Pour la communauté internationale, le régime Ceausescu demeure cependant « fréquentable », et le numéro un continue à beaucoup voyager - à Paris, par exemple, en juillet 1980 - et à recevoir - le vice-président Bush, parmi d'autres, en 1983. C'est vers cette époque que les choses commencent à tourner à l'envers.

Des bruits courent, début 1983, de tentatives de coup d'Etat militaire et, deux mois plus tard, la surveillance policière devient telle que la simple possession d'une machine à écrire est soumise à autorisation spéciale.

## AMÉRIQUES

### PANAMA

## Affrontements dans la capitale et pillages

Au troisième jour de l'intervention américaine, la situation au Panama est loin d'être clarifiée. Au contraire, les groupes paramilitaires fidèles au général Noriega ont intensifié, vendredi soir 22 décembre, leurs attaques contre les troupes américaines dans le centre de la capitale. Des tirs étaient entendus depuis le milieu de l'après-midi dans plusieurs quartiers et de véritables affrontements

se poursuivaient dans la zone populaire de San-Miguelito. Des commandos à la solde du dictateur déchu ont attaqué simultanément au mortier plusieurs positions de l'armée américaine, dont le quartier général du commandement sud.

Presque au même moment, des francs-tireurs en civil ont tenté d'atteindre le nouveau vice-

président et ministre de la justice du Panama, M. Ricardo Arias Calderon, alors qu'il sortait du bâtiment où siège le gouvernement provisoire de Guillermo Endara, installé à la tête de l'Etat par les Américains. Mais seuls deux gardes du corps de M. Calderon ont été blessés. Enfin, en dépit des patrouilles de soldats et de police militaire américaine qui circulent dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

Par ailleurs, le couvre-feu n'a eu aucun effet dissuasif et les pillages se poursuivent, au point que des groupes d'« autodéfense » de quartier se seraient constitués, tandis qu'une nouvelle radio qui a fait sa première apparition sur les ondes, vendredi, « Radio Cadena Civilizadora » a lancé un appel à la population pour qu'elle s'organise contre les groupes paramilitaires.

Dans les provinces, la situation est instable. Et si à David, au nord du pays, deux unités d'élite des forces panaméennes se sont rendues vendredi soir, les combats étaient très violents à Colon, dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

Par ailleurs, le couvre-feu n'a eu aucun effet dissuasif et les pillages se poursuivent, au point que des groupes d'« autodéfense » de quartier se seraient constitués, tandis qu'une nouvelle radio qui a fait sa première apparition sur les ondes, vendredi, « Radio Cadena Civilizadora » a lancé un appel à la population pour qu'elle s'organise contre les groupes paramilitaires.

Dans les provinces, la situation est instable. Et si à David, au nord du pays, deux unités d'élite des forces panaméennes se sont rendues vendredi soir, les combats étaient très violents à Colon, dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

Par ailleurs, le couvre-feu n'a eu aucun effet dissuasif et les pillages se poursuivent, au point que des groupes d'« autodéfense » de quartier se seraient constitués, tandis qu'une nouvelle radio qui a fait sa première apparition sur les ondes, vendredi, « Radio Cadena Civilizadora » a lancé un appel à la population pour qu'elle s'organise contre les groupes paramilitaires.

Dans les provinces, la situation est instable. Et si à David, au nord du pays, deux unités d'élite des forces panaméennes se sont rendues vendredi soir, les combats étaient très violents à Colon, dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

Par ailleurs, le couvre-feu n'a eu aucun effet dissuasif et les pillages se poursuivent, au point que des groupes d'« autodéfense » de quartier se seraient constitués, tandis qu'une nouvelle radio qui a fait sa première apparition sur les ondes, vendredi, « Radio Cadena Civilizadora » a lancé un appel à la population pour qu'elle s'organise contre les groupes paramilitaires.

Dans les provinces, la situation est instable. Et si à David, au nord du pays, deux unités d'élite des forces panaméennes se sont rendues vendredi soir, les combats étaient très violents à Colon, dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

Par ailleurs, le couvre-feu n'a eu aucun effet dissuasif et les pillages se poursuivent, au point que des groupes d'« autodéfense » de quartier se seraient constitués, tandis qu'une nouvelle radio qui a fait sa première apparition sur les ondes, vendredi, « Radio Cadena Civilizadora » a lancé un appel à la population pour qu'elle s'organise contre les groupes paramilitaires.

Dans les provinces, la situation est instable. Et si à David, au nord du pays, deux unités d'élite des forces panaméennes se sont rendues vendredi soir, les combats étaient très violents à Colon, dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

Par ailleurs, le couvre-feu n'a eu aucun effet dissuasif et les pillages se poursuivent, au point que des groupes d'« autodéfense » de quartier se seraient constitués, tandis qu'une nouvelle radio qui a fait sa première apparition sur les ondes, vendredi, « Radio Cadena Civilizadora » a lancé un appel à la population pour qu'elle s'organise contre les groupes paramilitaires.

Dans les provinces, la situation est instable. Et si à David, au nord du pays, deux unités d'élite des forces panaméennes se sont rendues vendredi soir, les combats étaient très violents à Colon, dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

Par ailleurs, le couvre-feu n'a eu aucun effet dissuasif et les pillages se poursuivent, au point que des groupes d'« autodéfense » de quartier se seraient constitués, tandis qu'une nouvelle radio qui a fait sa première apparition sur les ondes, vendredi, « Radio Cadena Civilizadora » a lancé un appel à la population pour qu'elle s'organise contre les groupes paramilitaires.

Dans les provinces, la situation est instable. Et si à David, au nord du pays, deux unités d'élite des forces panaméennes se sont rendues vendredi soir, les combats étaient très violents à Colon, dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

Par ailleurs, le couvre-feu n'a eu aucun effet dissuasif et les pillages se poursuivent, au point que des groupes d'« autodéfense » de quartier se seraient constitués, tandis qu'une nouvelle radio qui a fait sa première apparition sur les ondes, vendredi, « Radio Cadena Civilizadora » a lancé un appel à la population pour qu'elle s'organise contre les groupes paramilitaires.

Dans les provinces, la situation est instable. Et si à David, au nord du pays, deux unités d'élite des forces panaméennes se sont rendues vendredi soir, les combats étaient très violents à Colon, dans le centre-ville, l'insécurité la plus totale règne toujours dans les rues jonchées de carcasses de voitures calcinées et de débris. Des coups de feu ont même été tirés dans la soirée contre la résidence de l'ambassadeur de France à Panama, M. Jacques Rummelhardt ; quelques heures plus tôt, l'ambassade d'Espagne avait également essuyé des tirs incontrôlés. Quant à la population, en dépit des appels américains à évacuer la zone, elle persiste dans sa grande majorité à rester sur place, se contentant comme à San-Miguelito de placer des calicos blancs sur les toits dans l'espoir de ne pas être bombardés.

qui culminera avec le programme dit de « systématisation », entraînant la disparition de nombreux villages, en particulier dans les régions à forte minorité d'origine hongroise. A l'intérieur encore, les pénuries ne font que s'accroître et conduisent la Roumanie - sous prétexte d'alléger la charge de sa dette extérieure - au bord de la clochardisation.

A l'extérieur, le régime roumain continue d'entretenir des liens avec pratiquement tous les camps, mais les relations commencent à s'altérer avec plusieurs partenaires dans la seconde moitié des années 80. Avec la Hongrie, en premier lieu, qui proteste contre la discrimination dont souffrent ses compatriotes ethniques de Transylvanie. Avec les Occidentaux, ensuite, qui supportent de moins en moins, quelle que soit son « indépendance » vis-à-vis de l'URSS, les atteintes de plus en plus flagrantes aux droits de l'homme en Roumanie, pourtant signataire des accords d'Helsinki.

L'arrivée au pouvoir, enfin, de M. Gorbatchev va priver M. Ceausescu d'un allié tolérant et traditionnel. Le nouveau numéro un du Kremlin fera bien le voyage de Bucarest en mai 1987, mais il y est accueilli sans chaleur par une direction roumaine qui se méfie au dernier degré de la persécution, et plus encore sans doute de la glasnost. M. Gorbatchev n'hésite pas à souligner devant ses hôtes la nécessité de « réformes profondes et radicales ». Il n'est pas entendu, et les émeutes de Brasov, au mois de novembre 1987, sanctionnent cet immobilisme. M. Ceausescu reste également sourd aux avertissements de ceux qui, au sein de son propre parti, s'inquiètent de la « rupture entre le parti et la classe ouvrière ».

Le luxe indécrot dans lequel, au milieu d'une population plongée dans la misère, est célébré en janvier 1988 le soixante-dixième anniversaire du « génie des Carpates » ne fait que mettre en évidence le total anachronisme d'un régime qui reste systématiquement à l'écart, les condamnant explicitement, des changements qui s'amorcent chez la plupart de ses voisins socialistes.

Rien n'y fait, et le « clan Ceausescu », « Madame Elena » en tête, ne cesse de s'enfoncer dans une politique de répression. Celle de Timisoara, le samedi 16 décembre, qui coûtera la vie à des centaines de personnes, jouera le rôle d'un détonateur et ne précèdera que de quelques jours l'explosion de Bucarest.

BERNARD GUETTA et ALAIN JACOB

## Les Américains embourbés

Suite de la première page

On est toujours, en effet, sans nouvelles d'un journaliste de la chaîne CBS, John Meyerson, enlevé, mercredi 20 décembre alors qu'il se trouvait à l'hôtel Marriott.

Les responsables américains, dont l'un des objectifs affirmés est d'aider les nouveaux dirigeants panaméens à établir leur autorité, peuvent aussi faire état de quelques progrès : plusieurs dizaines de Panaméens se sont par exemple engagés, à l'insignition des nouvelles autorités, dans une nouvelle force de police. Mais l'ordre est très loin d'être restauré, les pillages se poursuivent, et l'aide à la population figure d'ailleurs en bonne place parmi les priorités définies vendredi par les porte-parole du Pentagone.

Une autre priorité reste bien sûr la capture du général Noriega, dont la presse américaine rappelle abondamment qu'il fut formé par les Etats-Unis aux techniques de survie et de combat dans la jungle, et qui semble avoir pris de longue date des dispositions pour égarer ses poursuivants. Mais, tandis que ses talents et sa ruse sont généralement salués, l'image que se fait de lui le public américain, celui d'un gredin pervers, n'a pu qu'être

confortée par les découvertes faites dans ses résidences ou ses bureaux, où les troupes américaines ont découvert, non seulement des centaines de milliers de vrais et de faux dollars, mais aussi 50 kilos de cocaïne et à en croire la rumeur, des caches de sang séché apparemment destiné à des pratiques de sorcellerie, sans oublier un portrait de Hitler.

Si ses petits secrets sont révélés au grand jour (les Américains ont aussi saisi de grandes quantités de documents dont ils comptent faire usage pour étayer leur dossier d'inculpation), l'homme lui-même reste insaisissable, et le président Bush a apparemment renoncé à attendre sa capture. Il est parti vendredi en vacances pour neuf jours, tout en assurant qu'il n'oublierait pas, pendant les fêtes de Noël, les soldats américains engagés à Panama.

Vendredi en fin de journée, leurs pertes étaient estimées au total à 21 tués et 221 blessés, contre 120 tués et une soixantaine de blessés dans les rangs des forces de défense panaméennes, sans compter un nombre toujours indéterminé de civils.

JAN KRAUZE

mais l'on estime que au moins cinq mille personnes se trouvent sans abri depuis le début de l'offensive. De plus, les deux principaux hôpitaux de la capitale ont recensé, l'un et l'autre, une trentaine de blessés, mais reconnaissent que le bilan est certainement « très supérieur ». Ce qui explique que les condamnations de l'intervention américaine se poursuivent, surtout à l'étranger. Et il semble que si les Américains n'ont toujours pas gagné la bataille sur le terrain, ils sont aussi en train de la perdre aux yeux d'une partie de l'opinion publique.

Déjà vendredi, l'archevêque de Panama, Mgr Marcos McGrath a lancé un vibrant appel « à la fin de cette intervention (...) qui a mis peut-être fin à une longue tyrannie mais a frappé profondément le sentiment nationaliste de chaque peuple ». Enfin pour sa part, l'Organisation des Etats américains (OEA) a déploré l'initiative américaine qui « empêche la crise panaméenne de trouver une solution pacifique ». Résolution dont Washington s'est dit aussitôt « scandalisé ». - (AFP, Reuters.)

□ ETATS-UNIS : un autre juge blessé par l'explosion d'une bombe. - Un nouveau juge américain, M. John Corderman, a été blessé vendredi 22 décembre, par l'explosion d'une bombe à son domicile à Hagerstown (Maryland). Il a été transporté à l'hôpital dans un état grave. Cet attentat s'inscrit dans la série d'envois de colis piégés à des personnalités impliquées dans la défense des droits de l'homme qui a fait ces derniers jours dans le sud des Etats-Unis deux morts et un blessé. Les enquêteurs retiennent pour l'instant l'hypothèse d'attentats racistes. - (AFP.)

# L'EFFONDREMENT DU RÉGIME CEAUSESCU

## Les réactions à travers le monde

« Nous saluons nos frères roumains qui ont renversé le tyran et se dirigent vers un renouveau démocratique de la société ». Cette réaction est celle de M. Petar Mladenov, le numéro un bulgare qui, comme l'ensemble des nouveaux dirigeants d'Europe de l'Est, a exprimé, vendredi 22 décembre, sa solidarité et son soutien « à la Roumanie libre ».

En RDA, le tocsin a sonné dans plusieurs villes en signe de protestation contre les brutalités exercées en Roumanie. En Pologne, le gouvernement a « condamné la dictature, la violence et les tirs contre la population, et a regretté qu'il y ait eu autant de victimes ». Interrogé par l'AFP, Lech Walesa a déclaré : « Messieurs, vous qui dirigez Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam, vous voyez vous-mêmes que

vous n'avez que deux possibilités : soit une table ronde, soit le sort de Ceausescu. Au nom de la paix, de la sécurité et de la sagesse, pensez-y le plus vite possible, pour le bien de vos peuples ». En Tchécoslovaquie, M. Václav Havel a demandé « une juste punition, mais pas la mort » pour Nicolae Ceausescu. « Au nom de notre révolution tranquille, qui a accélééré le cours des événements en Roumanie, je demande à tous de ne pas répondre à la violence par la violence (...) arrêtez la vague de la violence, pour éviter qu'elle inonde l'Europe » a écrit le chef de l'opposition tchécoslovaque dans un télégramme adressé « aux peuples roumains ».

Les Etats-Unis se sont réjouis de la chute de Nicolae Ceausescu, en affirmant « partager la

joie du peuple roumain » qui s'est débarrassé du « terrible fardeau du régime dictatorial ». Dans sa déclaration, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, n'a fait aucun commentaire sur les nouveaux dirigeants. Il a affirmé que si le pays « avance rapidement sur la voie de véritables réformes démocratiques, les Etats-Unis s'engagent à fournir un solide soutien et son assistance ».

La CEE a décidé d'accorder une aide médicale d'urgence d'un montant de 1 million d'écus (environ 7 millions de francs) en faveur de la population roumaine, a annoncé vendredi la Commission européenne. Cette aide, qui permettra l'envoi immédiat de secours de première nécessité, sera mise en œuvre par Médecins

sans frontières, Médecins du monde et la Croix-Rouge française, ouest-allemande et internationale. Les Douze ont décidé de se concerter dès la semaine prochaine afin d'examiner les mesures que pourrait prendre la Communauté, qui est « prête à se mobiliser pour aider le peuple roumain », a indiqué M. Roland Dumas, qui présidait le conseil des ministres de la CEE, vendredi, à Paris, à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères.

A la demande de la RFA, les quinze membres du Conseil de sécurité réunis en consultation au siège des Nations unies, à New-York, ont décidé vendredi d'ajourner le débat prévu sur la Roumanie.

### En France

#### M. Michel Rocard : « Les lendemains seront très difficiles »

Invité d'une émission spéciale consacrée à la Roumanie vendredi soir 22 décembre sur Antenne 2, M. Michel Rocard a déclaré : « Ceausescu est abattu, quel soulagement et quelle ivresse de voir tout un peuple conquérir sa liberté, mais quelle douleur de voir dans quelles conditions cela se fait, comment la brutalité et la violence sont encore là. Partout ailleurs, dans toute l'Europe de l'Est, le peuple avait mis à bas des régimes détestés sans violence et sans un mort. C'était fantastique ! Il aura fallu que la Roumanie manifeste cette image hideuse, bien d'ailleurs dans la tradition, dans la logique de cette espèce de dictateur fou, mis en place par le communisme, mais en fait, probablement, malade ».

Le premier ministre a rappelé les liens particuliers qui unissent la France et la Roumanie : « La Roumanie est de tous les pays d'Europe de l'Est celui où on parle le plus de français. Beaucoup de membres de l'élite intellectuelle communiste ont très bien notre langue, notre culture. Cela nous crée d'une certaine manière des devoirs, car les lendemains de la Roumanie seront très difficiles ».

D'autre part, M. Roland Dumas et M. Jacques Delors ont l'intention de se rendre « le plus vite possible » à Bucarest pour évaluer les besoins d'aide de la Roumanie, a indiqué vendredi soir le ministre des affaires étrangères. Lors d'une conférence

de presse à l'issue de la réunion ministérielle euro-arabe, M. Dumas a toutefois précisé que cette visite ne pourra intervenir que « quand les circonstances le permettront ». M. Dumas a confirmé que les Douze ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis vendredi à Paris, avaient décidé « la mise en place immédiate d'une aide alimentaire d'urgence ».

#### M. Giscard d'Estaing : « Le devoir de la France »

Dans l'opposition, M. Giscard d'Estaing a affirmé, vendredi soir : « Il y a plusieurs mois que je dénonce, en France et en Europe, les violations répétées des accords d'Helsinki par le régime roumain et la tyrannie cruelle qui pèse sur le peuple roumain. Je rends hommage au rôle joué, dans ces événements historiques, par le peuple roumain, courageux et déterminé, qui a réussi à abattre ce dernier dictateur crépusculaire qui tentait de survivre en Europe ; la voie est ainsi ouverte pour que la Roumanie puisse rejoindre, à son tour, le camp des démocraties d'Europe. Il est maintenant le devoir de la France de l'aider ».

D'autre part, une délégation composée notamment par MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assem-

blée nationale, « saluant l'héroïsme et la détermination du peuple roumain », a l'intention de se rendre à Bucarest pour Noël.

Enfin, M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du PCF et responsable des relations internationales de ce parti a souligné que les communistes français « qui n'ont cessé de condamner le pouvoir dictatorial de Ceausescu, se félicitent de son départ » et sont « aux côtés du peuple roumain et de tous ceux qui en Roumanie aspirent à ce que la liberté et la démocratie marchent de pair ».

Le Parti socialiste a exprimé, lui, « sa joie ». « Le peuple a eu raison de la cruauté et de l'oppression mises en place dans ce pays depuis plusieurs décennies. La force de la liberté l'a emporté ».

A Paris, vendredi soir, quelque deux cents membres du Front national ont manifesté devant l'ambassade de Roumanie aux cris de « Communistes, assassins ! ». De brèves échauffourées les ont opposés à d'autres manifestants, la plupart roumains, qui venaient célébrer le départ du dictateur.

A Dunkerque, le maire, M. Delebarre, entouré de quelque trois cents personnes, s'est rendu pour une brève cérémonie devant la stèle des droits de l'homme où il a exprimé « l'espoir » que le peuple roumain se libère.

#### Les Roumains de Paris saluent « la bonne nouvelle »

Tous les Roumains célèbres en exil à Paris ont réagi à la chute de la dictature dans leur pays.

L'écrivain Eugène Ionesco, soixante-dix-sept ans, qui vit en France depuis une cinquantaine d'années, a déclaré : « Je retournerai prochainement en Roumanie pour embrasser ma famille et mes copains. Je suis doublement joyeux car c'est le jour de la libération de la Roumanie et parce que le monstre Ceausescu n'a pas fui en Chine. Il faut que le dictateur passe devant un tribunal et soit jugé sévèrement. Il s'est déclaré favorable à une « monarchie constitutionnelle » et a constaté « la fin du communisme ».

Mgr Virgil Gheorghiu, patriarche de l'Eglise orthodoxe roumaine de Paris, a affirmé qu'il présentait « tous les réves et les espoirs sont permis ». L'auteur du célèbre livre *La Vierge-Cinqième heure*, a indiqué qu'il aimerait retourner dans son pays « où le peuple est à nouveau libre et épanoui. En tant que prêtre, je veux de très exulté. La situation sera certainement meilleure avec lui ».

Le philosophe et écrivain d'origine roumaine Emile Cioran a estimé que la chute de Ceausescu était « la seule bonne nouvelle depuis dix ans. C'est absolument fantastique, fou et insensé ». Le philosophe a qualifié Corneliu Manescu, ancien ministre des affaires étrangères qui détient actuellement le pouvoir, de « quelqu'un de très cultivé. La situation sera certainement meilleure avec lui ».

Cioran, qui a quitté la Roumanie il y a plus de cinquante ans, n'exclut pas la possibilité de revenir dans son pays « en touriste ».

L'écrivain roumain Virgil Tanase a estimé que la première chose à faire après la chute de Ceausescu était « de modérer les esprits et d'empêcher un bain de sang ».

« La haine est tellement violente contre ce régime et contre ceux qui l'ont servi à déclaré sur TF 1 l'écrivain, qui avait fait l'objet d'une tentative d'assassinat, probablement perpétrée par les services secrets roumains en 1982. « Je ne croyais pas que cela pourrait finir aussi vite et je suis ému du fait que ce peuple roumain dans lequel je n'ai pas cessé de croire a pu vaincre une peur atroce ».

### A Moscou

#### Le Congrès des députés a exprimé son « soutien à la juste cause du peuple roumain »

Le Kremlin aura attendu la soirée de vendredi et l'annonce de la chute de Nicolae Ceausescu pour se féliciter publiquement des événements de Roumanie.

#### MOSCOU

L'URSS, strictement fidèle à son principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, ne s'est pas départie ces derniers jours d'une très grande prudence devant l'évolution de la situation en Roumanie.

Prenant la parole, vendredi soir, devant les députés du Congrès, Mikhaïl Gorbatchev a cependant appelé l'assistance à adopter un « message au peuple roumain ». La salle avait auparavant applaudi à l'annonce par le dirigeant soviétique que le dictateur de Bucarest était tombé. Le message adopté à l'unanimité par les députés soulignait notamment qu'« en cette période cruciale pour le destin de la Roumanie, le Congrès des députés du peuple de l'URSS exprime son soutien résolu à la juste cause du peuple roumain ».

Le message assure encore « les citoyens de Roumanie de nos sentiments traditionnels d'amitié et de bon voisinage » et se prononce pour une « coopération étroite » entre l'URSS et les nouvelles autorités de Bucarest « dans les intérêts du socialisme et de la paix ».

Le silence de Mikhaïl Gorbatchev sur les événements en Roumanie commençait à devenir pesant. Quelque

temps auparavant toutefois, un proche de Mikhaïl Gorbatchev avait donné une première appréciation officielle soviétique. La chute de Ceausescu, selon Georgui Chakhnazarov, était « inévitable » car son « régime ne correspondait à aucun critère, ni socialiste ni démocratique ». Le conseiller du dirigeant soviétique exprimait ensuite l'espoir que les Roumains pourraient établir désormais « un groupe démocratique » dans leur pays.

#### Anachronisme

Recevant de son côté M. Jack Matlock, l'ambassadeur américain à Moscou, le ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Chevardnadze a déclaré que « l'URSS considère les événements en Roumanie comme l'expression des vœux du peuple roumain qui luttent pour le renouveau de la société et les principes de la démocratie ».

Il est vrai que le régime de Nicolae Ceausescu semblait bien isolé après tous les bouleversements qui ont agité l'Europe de l'Est depuis cet automne. Lors du sommet du Pacte de Varsovie début décembre, l'entrevue de Mikhaïl Gorbatchev semblait déjà appartenir à une époque révolue, au milieu de tous les nouveaux dirigeants de l'Europe orientale amenés au pouvoir par un formidable raz-de-marée contestataire. Le compte rendu qu'avait donné à l'époque l'agence Tass de l'entrevue de Mikhaïl Gorbatchev avec Nicolae Ceausescu avait laissé entendre que des divergences

sérieuses étaient apparues entre les deux hommes. Le dirigeant roumain ne cachait pas son hostilité profonde aux changements de l'automne en Europe orientale, qu'il considérait comme autant d'abandons du socialisme. Le Kremlin savait pertinemment que l'anachronisme du régime roumain n'était plus longtemps viable.

Les bouleversements de cette fin de décembre en Roumanie auront également permis de découvrir une autre agence Tass qui a fait preuve sur les émeutes de Bucarest d'une exceptionnelle rapidité. Abandonnant résolument la langue de bois, l'agence soviétique a couvert de façon remarquablement vivante l'évolution des événements dans la capitale roumaine. — (Interim.)

Manifestation à Kichinev. — Plusieurs centaines de personnes ont manifesté toute la journée de vendredi 22 décembre sur une place de Kichinev, la capitale de la Moldavie, pour soutenir le peuple roumain. Les manifestants portaient des photos de Nicolae Ceausescu barrées des mots « A bas le tyran » et des banderoles faisant état de la « future réunification » de la Moldavie avec la Roumanie, a indiqué M. Gheorgui Malarchouk, dirigeant du Front populaire moldave, contacté par téléphone depuis Moscou.

Une messe a été dite vendredi à la cathédrale de Kichinev à la mémoire des victimes roumaines après la répression sanglante des manifestations à Timisoara et à Bucarest, a-t-il déclaré. — (AFP.)

### A Pékin

#### Consternation des autorités chinoises

La consternation est totale à Pékin. Les autorités voudraient pouvoir pleurer la chute d'un des derniers partenaires socialistes de la Chine, mais elles sont conscientes du prix élevé que ce geste leur coûterait.

#### PÉKIN

de notre correspondant

L'embarras de Pékin se juge à la parution très tardive des journaux, le samedi 23 décembre à la longue veille de fonctionnaires au ministère des affaires étrangères et au silence quasi complet auquel s'est finalement résigné la presse officielle sur les événements des dernières vingt-quatre heures en Roumanie. Seul le *China Daily*, en anglais, qui ne touche pas le grand public, a osé publier une information au conditionnel sur la chute chaotique et sanglante du plus vieux allié du régime chinois au sein du pacte de Varsovie. Quant au gouvernement, il n'a pas produit de nouvelle déclaration sur le sujet depuis qu'un porte-parole du ministère des affaires étrangères jureait, jeudi, que la Roumanie était « à même de se charger de ses propres affaires ». Il n'y avait pas d'ironie dans sa remarque : le même jour, la Chine et la Roumanie avaient été parmi les pays à condamner de la manière la plus stridente l'opération américaine au Panama.

L'ambassade de Roumanie, peuplée de neuf diplomates vivant en vase clos, ne répond pas au téléphone. Plus dévastatrice encore que l'effondrement de la dictature roumaine pour l'image de Pékin auprès de la communauté internationale est l'attention qui a été prêté à M. Ceausescu de s'adresser pour la Chine vendredi après les massacres imputés à ses forces. Au cours d'une réception diplomatique, vendredi soir, des fonctionnaires chinois répondaient aux questions de journalistes à ce sujet par un regard élargi et un visage

décomposé. Dans l'hypothèse où pareille fuite était possible, Pékin semblait contraint de laisser au moins M. Ceausescu transiter par son territoire, ne serait-ce que pour le remercier d'avoir été parmi les tout premiers à applaudir l'écrasement de la contestation chinoise au printemps par l'armée. Depuis, des représentants de l'alle dure chinoise ont ouvertement prôné la création d'une alliance des pays socialistes hostiles aux réformes, avec la Roumanie et la Corée du Nord notamment. D'un autre côté, donner ostensiblement l'asile à M. Ceausescu risquait pour Pékin de compromettre le léger réchauffement en train de se produire avec le monde occidental, presque sept mois après l'application de la « méthode Tiananmen » face à la contestation.

#### Une amitié très particulière

Une amitié très particulière liait les Chinois à M. Ceausescu, et à ses envoyés, comme M. Manea Manescu, embrassé chaleureuse-

ment à Pékin avant qu'il ne soit mis à la porte par le Conducteur. Elle remontait aux distances prises par ce dernier à l'égard de Moscou au cours des années 60, alors que la Chine était brouillée avec le bloc de l'Est. Dès lors, à chaque grande étape des bouleversements intervenant en Chine, M. Ceausescu était, aussitôt après le Nord-Coréen M. Kim Il-sung, le premier dirigeant d'un pays socialiste à rencontrer le leader chinois incarnant la nouvelle ligne au pouvoir à Pékin. On lui fut reconnaissant aussi, du côté chinois, d'avoir montré une quasi-sympathie pour l'invasion du Nord du Vietnam par les troupes de Pékin à la suite de celle du Cambodge par les forces de Hanoi en 1978-1979. Si l'on n'était pas toujours totalement d'accord entre Bucarest et la Chine, M. Ceausescu, se voulant un temps épris de paix, était allé jusqu'à faire des propositions pour régler le conflit cambodgien, qui n'avaient pas la faveur de Pékin, les deux pays étaient restés très proches politiquement et économiquement.

FRANCIS DERON

### A Rome

#### Le pape estime qu'« une ère nouvelle » s'ouvre en Europe

An cours de son discours annuel devant les cardinaux et la curie romaine, vendredi 22 décembre, le pape a notamment évoqué les événements en Europe qui inaugurent, a-t-il dit, une « ère nouvelle ». Exprimant son « horreur » devant les violences en Roumanie, il a déclaré : « Il n'y a pas de système idéologique, ni de projet politique, ni de programme économique, ni d'encadrement militaire, qui puisse combler les aspirations de millions de femmes et d'hommes, de l'Asie à l'Oural et de la Scandinavie à la Méditerranée ».

« L'Europe, a ajouté Jean-Paul II, doit devenir une maison dans laquelle chaque peuple sera reconnu avec sa propre identité, soutenu dans son développement et surtout respecté dans ses aspirations ». Il a souligné qu'« il n'y aura pas à l'avenir d'Europe pacifique et dispensant la civilisation sans une véritable osmose entre toutes ses composantes (...). L'Europe retrouvera la joie de vivre ensemble, dans l'acceptation de valeurs différentes et pourrait complémentaires ». — (AFP.)

#### Le gouvernement français, le CICR et les associations multiplient les initiatives d'aide humanitaire

Des difficultés de communication et la situation extrêmement confuse qui règne en Roumanie, notamment autour des principaux aéroports du pays, rendent extrêmement difficiles les opérations d'aide et d'assistance médicale que différents gouvernements et organisations humanitaires tentent de mettre sur pied, vendredi 22 décembre.

Le premier ministre français, M. Michel Rocard, a annoncé que la France allait affréter, samedi 23 décembre, un Boeing-747 chargé de matériel hospitalier qui serait envoyé à Bucarest « si cela est possible ». M. Rocard a précisé que cet avion cargo transporterait deux hôpitaux mobiles et que cette opération se déroulerait directement sous le contrôle de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire.

En France toujours, les initiatives de ce type se sont multipliées. Médecins sans frontières annonce, vendredi, qu'avec l'aide financière de la Communauté économique européenne trois avions, chargés eux aussi de matériel et transportant des équipes médicales, devaient décoller à destination de Bucarest ou d'autres villes du pays, soit dans la nuit de vendredi à samedi, soit durant le week-end. De même, l'organisation Médecins du monde a-t-elle envoyé vendredi midi un convoi de trois camions de 24 tonnes chacun chargés de médicaments, qui devaient essayer de passer la frontière roumaine à Mako en Hongrie et à Jibou en Yougoslavie. Ce convoi avait été précédé par une équipe médicale de huit personnes partie, elle, dès mercredi. Enfin, dans la soirée de vendredi, un avion de Médecins du monde a décollé de Paris à destination de Bucarest, au risque, si les combats interdisaient toute approche, d'être détourné sur une ville de province roumaine ou sur Budapest.

Le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué pour sa part

que deux avions chargés de quatre tonnes de matériel d'urgence et d'équipes de secours étaient prêts à décoller de Genève dès que la situation le permettrait. Le CICR a également indiqué que les sociétés nationales de Croix-Rouge et du Croissant rouge, en particulier celles des pays voisins de la Roumanie, sont en état d'alerte et prêts à intervenir.

Le Parti socialiste français a annoncé dans un communiqué qu'« il engage une opération humanitaire » à destination de la Roumanie et affrètera « dans les prochains jours » un avion chargé de médicaments « qui seront remis sur place à la Croix-Rouge ». Le PS annonce l'ouverture d'une souscription auprès des militants et sympathisants pour financer cette opération. En France toujours, plusieurs associations ont réagi, notamment Pharmaciens sans frontières, qui a envoyé, vendredi, deux camions chargés de médicaments ; l'association lyonnaise Equilibre, qui entend organiser « un pont routier » entre la France et la Roumanie à l'aide d'une trentaine de semi-remorques chargées de médicaments, de matériel médical, de vêtements et de vivres ; le MRAP ; la Ligue des droits de l'homme, etc.

La Commission des Communautés européennes vient de décider, à la suite de la déclaration des Douze sur les derniers événements survenus en Roumanie, de débloquer une première aide d'urgence de 1 million d'écus (7 millions de francs). Cette aide d'urgence devrait servir précisément à financer l'envoi immédiat de secours organisé par les associations citées ci-dessus. Celles-ci font appel au public qui pourra adresser ses dons aux adresses suivantes :

► Médecins sans frontières, opération Roumanie, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, CCP : 4080 U Paris.

► Association Equilibre, Boite postale 3148 - 69397 Lyon Cedex 03

► Médecins du monde, 67 avenue de la République 75011 Paris

### L'adoption

Le Congrès des députés de l'URSS a exprimé son soutien à la juste cause du peuple roumain. Mikhaïl Gorbatchev a appelé l'assistance à adopter un message au peuple roumain. La salle avait auparavant applaudi à l'annonce par le dirigeant soviétique que le dictateur de Bucarest était tombé. Le message adopté à l'unanimité par les députés soulignait notamment qu'« en cette période cruciale pour le destin de la Roumanie, le Congrès des députés du peuple de l'URSS exprime son soutien résolu à la juste cause du peuple roumain ».

Le message assure encore « les citoyens de Roumanie de nos sentiments traditionnels d'amitié et de bon voisinage » et se prononce pour une « coopération étroite » entre l'URSS et les nouvelles autorités de Bucarest « dans les intérêts du socialisme et de la paix ».

Le silence de Mikhaïl Gorbatchev sur les événements en Roumanie commençait à devenir pesant. Quelque temps auparavant toutefois, un proche de Mikhaïl Gorbatchev avait donné une première appréciation officielle soviétique. La chute de Ceausescu, selon Georgui Chakhnazarov, était « inévitable » car son « régime ne correspondait à aucun critère, ni socialiste ni démocratique ».

Les bouleversements de cette fin de décembre en Roumanie auront également permis de découvrir une autre agence Tass qui a fait preuve sur les émeutes de Bucarest d'une exceptionnelle rapidité. Abandonnant résolument la langue de bois, l'agence soviétique a couvert de façon remarquablement vivante l'évolution des événements dans la capitale roumaine.

Manifestation à Kichinev. — Plusieurs centaines de personnes ont manifesté toute la journée de vendredi 22 décembre sur une place de Kichinev, la capitale de la Moldavie, pour soutenir le peuple roumain. Les manifestants portaient des photos de Nicolae Ceausescu barrées des mots « A bas le tyran » et des banderoles faisant état de la « future réunification » de la Moldavie avec la Roumanie, a indiqué M. Gheorgui Malarchouk, dirigeant du Front populaire moldave, contacté par téléphone depuis Moscou.

Une messe a été dite vendredi à la cathédrale de Kichinev à la mémoire des victimes roumaines après la répression sanglante des manifestations à Timisoara et à Bucarest, a-t-il déclaré.

Le pape estime qu'« une ère nouvelle » s'ouvre en Europe. An cours de son discours annuel devant les cardinaux et la curie romaine, vendredi 22 décembre, le pape a notamment évoqué les événements en Europe qui inaugurent, a-t-il dit, une « ère nouvelle ». Exprimant son « horreur » devant les violences en Roumanie, il a déclaré : « Il n'y a pas de système idéologique, ni de projet politique, ni de programme économique, ni d'encadrement militaire, qui puisse combler les aspirations de millions de femmes et d'hommes, de l'Asie à l'Oural et de la Scandinavie à la Méditerranée ».

Le pape a souligné qu'« il n'y aura pas à l'avenir d'Europe pacifique et dispensant la civilisation sans une véritable osmose entre toutes ses composantes (...). L'Europe retrouvera la joie de vivre ensemble, dans l'acceptation de valeurs différentes et pourrait complémentaires ».

Le pape a souligné qu'« il n'y aura pas à l'avenir d'Europe pacifique et dispensant la civilisation sans une véritable osmose entre toutes ses composantes (...). L'Europe retrouvera la joie de vivre ensemble, dans l'acceptation de valeurs différentes et pourrait complémentaires ».



## L'adoption définitive de la loi pour le financement des partis et des campagnes électorales

La courte session extraordinaire du Parlement s'est achevée, vendredi 22 décembre, avec l'adoption définitive par l'Assemblée nationale des deux derniers textes en navettes entre les deux chambres. Pour éviter que le gouvernement ne soit contraint d'engager une nouvelle fois sa responsabilité, les députés de droite avaient déserté l'hémicycle du Palais-Bourbon lors du vote sur le collectif budgétaire pour 1989 ; cela a permis que ce texte soit approuvé, à main levée, par les seuls élus socialistes.

Cette absence a aussi entraîné l'approbation du projet sur le financement des campagnes électorales et

des partis politiques par 277 voix (PS et non inscrits divers gauche) contre 27 (PC, l'UDC, l'UDF et le RPR ne participant pas au vote, alors que, la veille, en troisième lecture comme lors des précédentes, les deux premiers groupes s'étaient abstenus et le troisième avait voté contre. Jeudi le rétablissement de l'amendement amnistiant partiellement les délits liés au financement politique — amendement refusé par le Sénat — avait été voté par 287 voix (tous les députés du PS, 1 du RPR, 1 de l'UDF, 6 de l'UDC, dont M. Raymond Barre, et 7 non inscrits) contre 193 (la majorité

du RPR, la totalité du PC, 49 UDF, 4 UDC et 6 non-inscrits, dont M. Sarrade) ; s'étaient abstenus : 20 RPR, 38 UDF, 30 UDC et 2 non-inscrits ; n'avaient pas pris part au vote : deux RPR, 2 UDF, 1 UDC et 1 non-inscrit.

Cette adoption intervient à l'issue d'un long processus parlementaire. Le gouvernement, qui souhaitait que les deux assemblées parviennent à un texte conforme, n'avait pas déclaré l'urgence sur ce projet. A l'issue de deux lectures par chacune des assemblées, une commission mixte paritaire s'était réunie mardi 19 décembre et était parvenue (par 8 voix contre 4) à

l'adoption d'un texte commun, incluant la prise en compte de la représentation sénatoriale pour le calcul de l'aide publique au financement des partis et groupements politiques, et surtout la disposition d'amnistie établie par l'Assemblée nationale lors de sa deuxième lecture, mardi 6 décembre. Adopté par l'Assemblée le 19 décembre, le texte de la CMP était rejeté par le Sénat, qui décidait de supprimer l'amnistie, en raison notamment de l'opposition du RPR. Après une nouvelle navette, l'Assemblée a donc statué définitivement vendredi 22 décembre.

Le rapporteur de la commission des lois, M. Robert Savy (PS, Haute-Vienne), comme le président de cette commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) ont déploré en séance publique l'attitude des sénateurs qui ont rejeté un accord intervenu en CMP. « Un geste grave pour le bon fonctionnement des deux assemblées », a observé M. Sapin, qui a précisé qu'une telle attitude ne s'était produite qu'une fois, en 1981. M. Savy a regretté qu'au Sénat « la rançon de candidatures vétilleuses et de donneurs de leçons dont le discours semble plus assuré que la vertu ait mis fin à l'accord largement majoritaire intervenu en CMP ».

## Le dispositif

## ● Financement et plafonnement des campagnes électorales

— Collecte des fonds : la durée pendant laquelle la collecte des fonds est autorisée pour une campagne électorale est d'un an pour les élections nationales et de six mois pour les élections municipales, cantonales et régionales. Ces fonds doivent être recueillis par l'intermédiaire d'un mandataire financier, qui est soit une association de financement électorale, soit une personne physique. Ces dispositions ne sont pas applicables pour l'élection des conseillers généraux dans les cantons de moins de neuf mille habitants et celle des conseillers municipaux dans les communes de moins de neuf mille habitants.

— Règles applicables à l'association de financement électorale et au mandataire financier : l'association ou le mandataire financier sont tenus d'ouvrir un compte bancaire ou postal unique retraçant la totalité de ses opérations financières. Ces comptes seront annexés au compte de campagne du candidat. Dans un délai de trois mois après la dépôt des comptes de campagne, l'association est dissoute de plein droit et le mandataire financier doit cesser ses fonctions. Si les comptes font apparaître un solde positif, il doit être attribué soit à une autre association de financement électorale, soit à une association de financement d'un parti politique, soit à un ou plusieurs établissements reconnus d'utilité publique. Si ces dispositions n'ont pas été prises dans les délais, le président du tribunal de grande instance, sur requête du procureur de la République, détermine le ou les établissements reconnus d'utilité publique qui en bénéficient.

— Plafonnement des dons : ils ne peuvent excéder 3000 francs s'ils émanent d'une personne physique et 10 % du plafond des dépenses électorales, dans la limite de 50000 francs pour les personnes morales autres qu'un parti ou un groupement politique. Tout don de plus de 1000 francs doit être versé par chèque. Les dons en espèces ne peuvent en tout état de cause excéder 20 % du montant des dépenses autorisées lorsque le montant est égal ou supérieur à 10000 francs. Ces dons ne peuvent être consentis par des personnes morales de droit public, des personnes morales de droit privé dont la majorité du capital appartient à des personnes morales de

droit public, des casinos, cercles et maisons de jeux, des états étrangers ou des personnes morales de droit étranger.

— Confidentialité des dons : la confidentialité des dons est assurée pour les personnes physiques si le montant n'excède pas 20000 francs. L'association ou le mandataire financier est tenu de délivrer un reçu au donateur. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'établissement et d'utilisation de ce reçu.

— Plafonnement des dépenses de campagne : le plafond des dépenses pour l'élection des députés est de 50000 francs par candidat. Il est abaissé à 40000 francs pour les circonscriptions de moins de quatre-vingt mille habitants. Pour l'élection des conseillers municipaux généraux, régionaux, la loi établit un plafond en fonction du nombre d'habitants de la circonscription intéressée.

— Comptes de campagne : chaque candidat ou candidat tête de liste est tenu d'établir un compte de campagne, retraçant l'ensemble des recettes perçues et leur origine et l'ensemble des dépenses engagées ou effectuées en vue de l'élection, par lui-même ou pour son compte. Sont réputées dépenses pour son compte, celles faites, avec l'accord même tacite du candidat, par des personnes physiques ou morales, des groupements ou des partis politiques qui le soutiennent. Le candidat doit également inclure dans ses comptes de campagne les avantages directs ou indirects, les prestations de service et dons en nature dont il a bénéficié. Ces comptes sont transmis à la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

— Composition et pouvoirs de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques : cette commission est composée de neuf membres, nommés pour cinq ans par décret, sur proposition du vice-président ou du premier président de leur corps d'origine : trois conseillers d'Etat, trois membres de la Cour de cassation, trois membres de la Cour des comptes. Les neuf membres élisent leur président. La commission peut, pour l'accomplissement de ses tâches, recourir à des experts et demander à des officiers de police judiciaire de procéder à toute investigation qu'elle juge nécessaire.

La commission peut rejeter ou réformer les comptes de campagne qui lui sont soumis. Si ces comptes n'ont pas été déposés dans les délais ou s'ils font apparaître un dépassement du plafond, elle seist le juge de l'élection. Lorsqu'une décision définitive a constaté un dépassement du plafond, la commission fixe alors une somme égale au montant du dépassement que le candidat est tenu de verser au Trésor public.

Dans l'année qui suit des élections générales, la commission dépose sur le bureau des deux Assemblées, un rapport retraçant le bilan de son action et comportant toutes les observations qu'elle juge utiles de formuler.

— Durée de l'autorisation de l'affichage et de la publicité commerciale à des fins de propagande électorale : l'affichage et tout procédé de publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle utilisés à des fins de propagande électorale sont interdits pendant les trois premiers mois précédant le premier jour du mois d'une élection. Pendant la même période de trois mois, il est également interdit au candidat, ou à une liste de candidats, de porter à la connaissance du public un numéro d'appel téléphonique ou téléphonique gratuit.

Aucune forme de publicité commerciale ne peut être mise en œuvre à des fins électorales au profit d'un candidat sans l'accord exprès de celui-ci, ou de son représentant dûment qualifié.

— Limitation de la promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité locale : à compter du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales, toute campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité est interdite sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin.

— Régime des sanctions : la sanction principale est l'annulation de l'élection et la déclaration d'illégalité pendant un an du candidat qui n'a pas déposé son compte de campagne dans les délais prescrits ou dont le compte fait apparaître un dépassement du plafond des dépenses électorales. Cette illégalité est constatée par le juge de l'élection. Les infractions aux dispositions de la loi, en matière d'acceptation de dons de dépense, de dépense de publicité commerciale, d'illégalité pendant des

comptes de campagne sont passibles, pour les candidats comme pour les donateurs, d'une amende de 360 francs à 15000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an.

## ● Financement des partis politiques

— Répartition de l'aide publique : l'aide publique est divisée en deux parties égales. La première, destinée au financement des partis et des groupements politiques en fonction de leurs résultats aux élections à l'Assemblée nationale ; la seconde, spécialement destinée au financement des partis et groupements représentés au Parlement (incluant donc la représentation sénatoriale). Pour bénéficier de la première fraction de l'aide, les partis ou groupements doivent avoir présenté des candidats dans au moins quinze circonscriptions (sauf pour ceux n'ayant présenté des candidats aux élections législatives dans les seuls DOM-TOM). La répartition de cette aide est effectuée proportionnellement au nombre de suffrages obtenus au premier tour de ces élections, à condition que ces résultats aient été supérieurs ou égaux à 5 % dans chaque circonscription. La deuxième fraction de l'aide publique est attribuée aux partis ou

aux groupements, proportionnellement au nombre de membres du Parlement qui ont déclaré, au bureau de leur assemblée, y être inscrits ou rattachés.

— Collecte des fonds : comme pour le financement des campagnes électorales, les partis ne peuvent recueillir des fonds que par l'intermédiaire d'un mandataire financier (association de financement ou personne physique). Ce mandataire doit avoir reçu l'agrément de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

— Plafonnement et confidentialité des dons : les dons à un parti ou à un groupement politique ne peuvent excéder annuellement 50000 francs pour les personnes physiques et 500000 francs pour les personnes morales. Les dispositions relatives à l'annulation des dons des personnes physiques (sous un plafond de 20000 francs) pour le financement des campagnes électorales sont applicables au financement des partis. De même, tout don de plus de 1000 francs doit être versé par chèque. Comme pour les campagnes électorales, sont interdits les dons de personnes morales de droit public ou de personnes morales de droit privé dont la majorité du capital appartient à une ou plusieurs personnes morales

de droit public, d'Etats étrangers, des casinos, cercles ou maisons de jeu.

— Régime de sanctions : les sanctions prévues dans la loi pour les infractions en matière de financement des campagnes — amendes de 360 francs à 15000 francs, peines d'emprisonnement d'un mois à un an — sont applicables au financement des partis ou groupements politiques.

## ● Dispositions diverses

— Législation des dons consentis par les entreprises : sont réputés conformes à l'objet social, sauf disposition contraire prévue par les statuts, les dons consentis par une société civile ou commerciale à une ou plusieurs associations de financement de partis ou de campagnes électorales.

— Amnistie : sont amnistifiées toutes les infractions commises avant le 15 juin 1989, en relation avec le financement direct ou indirect des campagnes électorales ou de partis et de groupements politiques, à l'exception de celles commises par des parlementaires, ou ayant conduit à un enrichissement personnel de leurs auteurs, ou relevant des infractions suivantes : corruption active ou passive de fonctionnaires, ingérence, fausse monnaie.

qui se sont d'autant plus prévalus de la vertu qu'ils savaient qu'un tout état de cause cette disposition figurerait en dernière lecture dans le texte adopté par l'Assemblée. Les mains propres et la mauvaise conscience tranquille, en quelque sorte.

On a donc beaucoup parlé d'auto-amnistie. Il serait équitable de souligner l'autodiscipline, l'auto-critique et l'auto-satisfaction qu'ont acceptés les parlementaires en votant un texte dur dont ils pourraient être les principales victimes. Qui en effet, sinon eux, regrettera de ne pouvoir afficher son élan souriant sur les murs de sa cité trois mois avant une élection ? De devoir justifier de l'origine de tous les dons reçus pour financer sa campagne ? Enfin et surtout qui, sinon eux-mêmes, se lamentera peut-être un jour de voir son élection annulée pour non-respect des dispositions d'un certain projet de loi relatif au financement des partis politiques et des campagnes électorales ?

PASCALE ROBERT-DIARD

## La politique à l'épreuve de la vertu

Suite de la première page

Le gouvernement et la majorité socialiste à l'Assemblée portent une lourde part de responsabilité dans l'effet désastreux que l'annonce de cette mesure a produit sur l'opinion publique.

On a tout d'abord cherché à la faire adopter subrepticement en juin dernier, dans un projet de loi relatif à l'amnistie de faits commis en Guadeloupe et en Martinique. Après cette tentative avortée, l'annonce, finalement infirmée, de l'inscription du projet de loi sur le financement des partis et des campagnes électorales à l'ordre du jour d'une session extraordinaire en juillet a accablé l'idée d'un texte « prétexte » à une amnistie bel et bien pressentie.

C'est lourd de tous ces handicaps que le projet de loi a finalement été présenté au Parlement

début octobre. Et l'actualité de ces tristes semaines a rappelé à l'opinion publique que nombre d'élus méritent certaines des accusations d'indignité dont on les gratifie souvent. Les raisons qui ont permis à une large majorité de députés d'adopter finalement une disposition d'amnistie restreinte ont été évoquées tout au long du débat parlementaire. Chacun s'est prononcé en conscience, les groupes politiques ayant opportunément laissé à leurs membres leur liberté de vote.

Quel que soit le sentiment personnel que l'on peut ressentir sur le bien-fondé de cette mesure d'amnistie et quelles qu'aient été les raisons sincères qui ont conduit certains élus à la refuser, il convient toutefois de relever l'hypocrisie de certains sénateurs

## Deux décisions du Conseil d'Etat

## L'élection de M. Michel Mouillot (PR) est annulée à Cannes...

Le Conseil d'Etat a annulé, vendredi 22 décembre, le jugement du tribunal administratif de Nice qui, le 8 juin, avait confirmé l'élection de M. Michel Mouillot (PR) à la mairie de Cannes. La justice administrative avait été saisie par

CANNES  
de notre correspondant régional

D'un côté, le « Kennedy de la Côte d'Azur ». De l'autre, la « Dame de fer ». Le combat entre M. Michel Mouillot, quarante-cinq ans, le challenger, et M. Anne-Marie Dupuy, soixante-neuf ans, le maire sortant de Cannes, avait été acharné. Arrivé inconnu, en 1986, M. Mouillot, un spécialiste de la communication, directeur d'Espace 3, la régie publicitaire de FR 3, avait méthodiquement quadrillé la ville, installant partout des « correspondants » et multipliant les réunions. Facilement élu, en 1983, avec 55 % des suffrages exprimés, M. Dupuy avait délibérément ignoré ces « intrus » qui avaient pourtant de la suite dans les idées et des moyens financiers apparemment illimités. Lorsqu'il apparut que M. Mouillot, soutenu par M. François Léotard, n'hésiterait pas à provoquer une primaire

M. Lucien Jarry, qui figurait sur la liste du maire sortant, M. Anne-Marie Dupuy (RPR). Le Conseil d'Etat a estimé que les attaques continuelles dans des tracts portant « des imputations injurieuses et diffamatoires mettant en cause l'honnêteté et

la vie privée [de M. Dupuy] dans des termes excédant largement les limites de ce qui peut être toléré dans le cadre de la politique électorale » justifiaient une annulation des élections, compte tenu du faible écart de voix au second tour.

par autant, a estimé le Conseil d'Etat, que cela « en atténue la portée ». M. Jacques Chirac, qui était venu soutenir M. Dupuy, avait déclaré : « M. Mouillot est un homme qui n'a jamais vu une campagne à ce niveau de bassesse » et qualifiait M. Mouillot de « malotru ». Alors que l'intéressé se plaignait, de son côté, de la mise en circulation d'un billet de 500 dollars à son effigie.

L'arrêt du Conseil d'Etat a « étouffé » M. Mouillot. « Ce jugement, nous a-t-il déclaré, en laissant entendre qu'il a été victime d'une provocation, signifie qu'il est possible à un candidat en difficulté de fabriquer des tracts contre lui-même ». De son côté, M. Dupuy a estimé que la justice lui avait « rendu son honneur ».

« L'air de la calomnie, cela existe et il en reste malheureusement, toujours quelque chose », a-t-elle ajouté en soulignant qu'elle avait obtenu, par ailleurs, la condamnation de M. Mouillot pour diffamation.

L'heure de la revanche a-t-elle sonné ? Dans les Alpes-Maritimes, le RPR est également fait souffler. Il est vrai par un CDS, la mairie de Menton. M. Mouillot se dit prêt, pour sa part, à faire, cette fois, une liste d'union. « Je souhaite, dit-il, que le RPR ne prenne pas le risque d'une division supplémentaire ». Il redoute, surtout, un « parachutage de Paris, qui serait une grave erreur ». Beaucoup de noms d'élus candidats RPR circulent, en effet, à Cannes. Notamment ceux de M. Michèle Barzach, ancien ministre, adjointe au maire de Paris et de M. Bernard Pons, député de Paris. « Une liste commune avec M. Mouillot ? Ce serait se moquer de la justice », tranche M. Dupuy qui confirme l'éventualité d'un parachutage mais qui se représente « éventuellement » si aucune personnalité du mouvement gaulliste n'entraîne en lice.

GUY PORTE

## ...ainsi que celle de M. Roland Bernard (PS) à Oullins (Rhône)

LYON

de notre bureau régional

M. Roland Bernard, sénateur socialiste du Rhône, maire d'Oullins depuis 1977, risque de perdre son échec de premier magistrat de la commune, après l'invalidation du scrutin de mars 1989, faisant suite à un recours déposé par son rival M. Michel Terrot, député (RPR) du Rhône, conseiller général du canton.

Confirmant une décision prononcée le 30 mai par le tribunal administratif de Lyon, le Conseil d'Etat a jugé, vendredi 22 décembre, que la mention de l'existence d'une proposition aurait dû figurer en rouge sur les listes électorales, à côté du nom des mandataires. Cette indication ne figurait que sur les listes d'émargement. En raison du faible écart séparant les deux listes, la haute juridiction a considéré que ce défaut pouvait faire peser un doute sur la sincérité du scrutin.

M. Roland Bernard l'avait emporté, au second tour, par seulement cent vingt-cinq voix d'avance, en obtenant 50,59 % des suffrages exprimés, dans une commune où M. François Mitterrand avait obtenu, un an plus tôt, un résultat

de six « points » supérieur lors de l'élection présidentielle. Ce scrutin avait été marqué par un fort pourcentage d'absentéismes (37,56 % sur 17287 inscrits).

Le candidat du RPR réalise un cursus politique étonnant. Il est devenu député du Rhône, en mars 1986, lorsque M. Michel Noir entra dans le gouvernement de M. Jacques Chirac. En juin 1988, après le retour au scrutin majoritaire, il conserva son siège face à M. René Lambert (PS), en obtenant 55,13 % des suffrages dans la douzième circonscription du Rhône (66152 inscrits). Il avait déjà triomphé dans l'élection cantonale de 1985, face à M. Roland Bernard, à nouveau candidat pour un mandat qu'il avait déjà détenu de 1976 à 1982.

Sénateur du Rhône depuis septembre 1986, M. Roland Bernard a souligné, après le prononcé de la décision du Conseil d'Etat, que « les opérations de vote se sont toujours déroulées de façon identique depuis des décennies, sans jamais être contestées ». Selon M. Terrot, la nouvelle campagne électorale devra être « saine et sereine ».

G. B.





## SOCIÉTÉ

### MÉDECINE

Dans un appel adressé à ses membres

## L'OMS s'oppose à toute discrimination à l'égard des malades atteints de sida

Il ne sert à rien de vouloir lutter contre la propagation du virus du sida sans, de manière concomitante, lutter contre toute tentative de discrimination à l'égard des personnes infectées : telle est la conviction des responsables de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) qui demandent aux Etats membres d'organiser leurs législations en ce sens.

Près de dix ans après le début de l'épidémie, le doute n'est plus permis : pas un seul des programmes fondés sur la coercition n'a eu d'effet bénéfique. De ce point de vue pourtant, les expériences n'ont pas manqué. De 1983 à 1987, soit avant que l'Assemblée mondiale de l'OMS n'adopte en mai 1988 les grands principes de la stratégie qu'elle entendait mettre en œuvre, de nombreux pays avaient promulgué des lois ou des mesures administratives contrai-

gnantes. La Bulgarie (en 1985), Cuba (en 1986) et l'Irak (en 1987) ont décrété un dépistage systématique de la population ; le Chili, en 1984, puis l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et la Chine ont à leur tour en 1987 édicté des mesures d'isolement pour les personnes infectées par le virus ; pas moins de trente-cinq pays ont adopté une législation prévoyant des restrictions pour les personnes séropositives désirant voyager à l'intérieur de leurs frontières.

En revanche, depuis l'adoption en 1988 par l'Assemblée mondiale de l'OMS de sa résolution sur la non-discrimination à l'égard des personnes infectées par le VIH, une prise de conscience de l'inutilité de telles mesures se manifeste. Quelques Etats ont même décidé de faire machine en arrière. Ainsi, la Louisiane a décidé en juillet 1988 d'abroger la loi décrétant un dépistage pré-nuptial systématique qu'elle avait adoptée en juillet de l'année précédente. Il en a été de même pour l'Illinois en septembre

1989. Les responsables de ces deux Etats avaient tout bonnement constaté une chute du nombre des mariages. Quant au Costa-Rica, il a décidé en juin 1988 d'abroger la loi obligeant chaque mari débarquant dans l'un de ses ports à présenter un certificat de séro-négativité.

### Avant le congrès de San-Francisco

Dans une déclaration au *Monde*, le docteur Jonathan Mann, directeur du programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS, lance aujourd'hui « un appel aux Etats membres pour qu'ils harmonisent leur législation avec les directives de l'OMS ». Il vise avant tout les Etats-Unis, qui exigent en visa spécial de trente jours pour toute personne séropositive désirant se rendre sur leur territoire.

Cette mesure, et le refus réitéré des autorités américaines de l'abroger, avait amené il y a quelques semaines la ligne des sociétés de la

Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à décider de ne pas participer à la prochaine conférence internationale sur le sida, qui doit avoir lieu à San-Francisco du 20 au 24 juin 1990 (*le Monde* du 24 novembre). Quelques jours auparavant, l'OMS, l'un des principaux organisateurs de la conférence de San-Francisco, avait fait savoir qu'elle ne financerait pas de colloques ou de congrès dans des pays où existent des entraves à l'encontre des personnes infectées par le VIH.

La menace était claire. Le docteur Mann déclarait au *Monde*, que « la participation des séropositifs et des sidéens à la conférence de San-Francisco » était « essentielle ». S'ils ne peuvent participer pleinement à cette conférence, précisait-il, « nous ne pourrions pas soutenir ce congrès ».

L'appel qu'il lance va au-delà du congrès de San-Francisco. C'est un avertissement aux autorités américaines.

FRANCK NOUCHI

## CARNET DU Monde

### Naissances

— Mireille et Jean-Claude VIELHAN partagent avec Catherine et Olivier VIELHAN la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fille.

### Quentin

Paris, le 21 décembre 1989.

### Mariages

— Bruno de ROBERT et Catherine SUCHEL sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Fécamp, le 16 décembre, dans l'intimité.

— Olivia a la joie d'annoncer que ses parents, Chantal DHOBS et Jean-Pierre DANIC, champion du monde de saut en hauteur, se sont enfin unis par les liens du mariage, le 15 décembre 1989.

— Elizabeth FLORIN et Jean-Paul ANGRAND sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré dans la plus stricte intimité, le 2 décembre 1989, au Chesnay.

### Décès

— La famille Et ses amis M. Ernest ABRAVANEL, docteur honoraire en médecine, officier des Arts et Lettres, ont le chagrin d'annoncer son décès, survenu le 11 décembre 1989, à Ann-Villette.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sa famille Et ses amis ont le tristesse de faire part du décès de M<sup>me</sup> Marie-Jo ARNAULT, née Georgette Perren.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Notre-Dame-de-la-Salette, 38, rue de Cronstadt, Paris-15<sup>e</sup>, le jeudi 21 décembre 1989, à 10 h 30.

Seules des prières et des messes sont acceptées.

— On nous prie d'annoncer le décès de Gérard BRUN, survenu le 15 décembre 1989.

De la part de M<sup>me</sup> Léon Brun, sa mère, M<sup>me</sup> Sylvie Brun, sa femme, M<sup>me</sup> Odette Weil, sa tante, François et Valérie, Nicolas et Pascal, Corinne et Jacques, Hadrien, ses enfants et son petit-fils, Tous ses parents et amis,

Les obsèques ont eu lieu le 18 décembre, dans la stricte intimité familiale.

32, rue du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

### — Le

colonel Edouard DELOZANNE, commandeur de la Légion d'honneur, nous a quittés le 20 décembre 1989.

### De la part de

Nicole Delozanne, Eric, Sophie et Justine, Marc et Estelle, ses enfants, M<sup>me</sup> Albert Barzod, Le général et M<sup>me</sup> Maurice Prestat, M. et M<sup>me</sup> Bernard Prestat, ses sœurs et frères,

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 décembre, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-6.

19, rue du Docteur-Curie, 92700 Marquise-Barsac.

— M<sup>me</sup> Robert Lhez, Jean-Bernard et Laurence Lhez, Jacques Lhez et ses enfants, ont le chagrin d'annoncer le décès de

Robert LHEZ, conseiller à la Cour de cassation, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, survenu le 16 décembre 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 21 décembre, à 11 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Compassion, place du Maréchal-Koenig, Paris-17<sup>e</sup> (porte des Ternes).

Cet avis tient lieu de faire-part. 66, rue de Chézy, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— On nous prie d'annoncer le décès de Georges R. MALÉCOT, colonel (R.R.) du Cadre spécial de l'armée de terre (Saint-Cyr, la Vierge au drapeau), déporté résistant, ancien directeur du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHÉAAM) membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945 et des TOE, croix du combattant volontaire 1939-1945 et du combattant volontaire de la Résistance, survenu dans sa soixante-huitième année, le 10 décembre 1989, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu en l'église d'Erquy (Côte-de-Nord), le jeudi 14 décembre, à 16 heures.

Une messe, dont la date sera précisée, sera célébrée ultérieurement à Versailles.

De la part de M<sup>me</sup> Georges Malécot, son épouse, Anne Malécot, Dominique et Nicole Malécot, Claire Malécot, ses enfants, Paul, Marc et Véronique, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Paul Delafoy, M. Yves Malécot, M<sup>me</sup> Yvonne Malécot, M. et M<sup>me</sup> René Malécot, ses frères et sœurs, Leurs enfants et petits-enfants, Et de toute la famille.

37, rue des Boudonnais, 78000 Versailles.

### — On nous prie de faire part du décès de

M. Georges ROQUIER, cinquantenaire, commandeur des Arts et Lettres, survenu le 19 décembre 1989.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 27 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, place Edouard-Faucher, Paris-15<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse. (Lire page 10.)

— M. et M<sup>me</sup> Henri Chevallier et leur fille, Le commissaire général et M<sup>me</sup> Ange Beauvent, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jean Delbourg, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Daniel Sembat, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> René Sembat, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Paul Pinon, ses enfants et petits-enfants, Les familles Sembat, Diesterlein, Thiery, Koechlin et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Georges SEMBLAT, née Suzanne Diesterlein, survenu le 13 décembre 1989, à Strasbourg, dans sa centième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, au temple réformé de Saint-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), et suivies de l'inhumation au cimetière d'Eschery, le 15 décembre.

« Seigneur, tu as été pour nous un refuge de génération en génération. » Ps. 90, V. 1.

— M<sup>me</sup> Julien Stoufflet, son épouse, Le professeur Jean Stoufflet et M<sup>me</sup>, M<sup>me</sup> Robert Stoufflet, M. l'abbé Claude Stoufflet, M. et M<sup>me</sup> René Dailly, M<sup>me</sup> Anne-Marie Stoufflet, M. et M<sup>me</sup> Armand Grinon, M. et M<sup>me</sup> Bernard Stoufflet, M. et M<sup>me</sup> Jacques Stoufflet, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le tristesse de faire part du décès de

Juilen STOUFFLET, le 14 décembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 16 décembre, en l'église Saint-Sauveur, à Verdun-sur-Meuse.

— M. et M<sup>me</sup> Robert de Wilde, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Franck et leurs enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Soula de WILDE, née Marmes, survenu le 21 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

5, rue de l'Albion, 75016 Paris.

— M. Georges Weil, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Raymond Bigar, leurs enfants et petits-fils, ont le chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Alfred WEIL, née Madeleine Weil, samedi 16 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Remerciements — M<sup>me</sup> Titania Lefrançois, Ses enfants, Sa sœur Nyma, prient tous les parents et les amis de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude pour leur soutien inlassable lors de la maladie et du décès de

M. LEFRANÇOIS, attaché de direction à la SICAL, Past President du Lion's Club Cales (Aldjéa).

Anniversaires — Le 24 décembre 1989, Denis DURGET, aurait eu trente-quatre ans.

« Je veux sauver mon être. » Des messes ont été dites pour lui en l'église de Scy-sur-Saône (Haut-Saône).

— Le 24 décembre 1988 Pierre GRANVAL quittaix les nœuds.

Que ceux qui l'ont apprécié aient une pensée particulière.

— En souvenir de Annette LANOIX-SUCHOWOLSKI, morte il y a déjà quarante ans.

« 'Tis the year's midnight, and it is the day's, Lucie... »

— Pour l'anniversaire de la disparition en mer de Pierre LE GOFF, le 25 décembre 1983, près de Nouméa, une pensée est dédiée à ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

— Il y a six ans, le 20 décembre 1983, disparaissait Pierre PIEUCHOT.

Une pensée de Son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-88-03 Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques ..... 87 F Abonnés et actionnaires : 71 F Communication : 90 F

# L'HISTOIRE DU DIEU FAIT HOMME

JÉSUS

Jean-Paul Roux

FAYARD

530 p. 140 F.

Le croyant verra que ses convictions découlent de la certitude de témoins oculaires et que, malgré le recours au surnaturel qu'elles impliquent, elles ne rencontrent aucun obstacle historique insurmontable.

L'incroyant pourra y trouver, outre le reflet de nombreuses pensées religieuses universelles, l'histoire de la plus fascinante des figures du passé qui a marqué toute notre culture.











## Dans les parcs à huîtres de Marennes-Oléron Le spleen des jardiniers de la mer

MARENNES

de notre envoyé spécial

Non! Le malheur des uns ne fait pas nécessairement le bonheur des autres. L'introduction gouvernementale de commercialiser les huîtres de l'étang de Thau est parvenue ici, à Marennes-Oléron dans les parcs à huîtres, à la vitesse de la lumière. On redoute l'amalgame. Surtout que les Français ne connaissent pas bien leur géographie! Et puis dès que se répand le bruit d'une maladie dans les fruits de mer, la consommation tombe en chute libre. Sans distinction d'origine.

Bernard Laugraud président de la section régionale de la conchyliculture, connu pour son franc parler, tonne : « Quelles conneries on entend! L'étang de Thau au sud du bassin de Marennes-Oléron! 600 000 tonnes d'huîtres contaminées! Et puis phonétiquement « huîtres de l'Hérault » et « huîtres d'Océan » c'est quasiment pareil, non! Il ne s'agit pas de téléphones, demande à parler au conseiller du ministre, au président national du Comité interprofessionnel de la conchyliculture à Paris. Qu'ils se bougent, bon dieu! Qu'ils disent aux journaux, aux télé, qu'il n'y a qu'un petit secteur de la Méditerranée dans la mer. Sinon on va tous y passer. A la veille de Noël, les consommateurs ne retiennent que deux mots : huîtres et salmonelle! »

Immense et magnifique plan d'eau naturel où se mêlent parfaitement l'eau douce des rivières et les eaux salées de l'océan. Le bassin ostréicole de Marennes-Oléron est de loin le plus important de France. Sur 120 000 tonnes d'huîtres vendues chaque année il en produit 30 000 et en commercialise le double. L'ostréiculture est le plus vieux métier du monde et le cœur du pays bat au rythme des bons moments et des malheurs de la « gigas », très exactement la crevette gigas, la « creuse » pour tout le monde, dont la patrie est le Pacifique. Après la terrible épidémie de 1970, qui a décimé les exploitations, les bancs du bassin ont été réensemencés. Elle s'est acclimatée et elle prolifère, la belle. On dit même qu'il y aurait surcharge, surdensité alors que les capacités nutritives de la mer ne sont pas indéfinies. Alors, les gens de Marennes, de Saint-Pierre-d'Oléron, de Bourgneuf, du Chapeau refont « de l'huître », en veux-tu en voilà, comme leurs parents et leurs grands-parents, en famille. Diversification? Industrie? Connaissances?

L'administrateur en chef des affaires maritimes, Gilroy, a fait ses comptes exacts : une poignée de 2 204 producteurs qui exploitent 26 019 concessions, souvent en minuscules parcelles (les ostréiculteurs ne veulent pas entendre parler de remembrement), les Domaines encaissent chaque année une redevance au demeurant

minime. Mais quand un éleveur veut s'installer, il lui faudra, pour reprendre un parc, allonger en sous-main plusieurs paquets de millions de centimes au concessionnaire précédent. Avec les expéditeurs, seuls détenteurs d'un casier sanitaire et autorisés à apposer les étiquettes de « huîtres dérivées par l'Hérault » (Institut français de la mer) et les services vétérinaires, les affranchisseurs, les éleveurs, les affranchisseurs, la Majesté l'huître offre plus de dix mille emplois directs et beaucoup plus pendant le coup de feu des fêtes de fin d'année.

### « Les prix c'est la galère! »

Comme les marées chaque jour, le cycle annuel du mollusque adulte régit la vie du bassin, immuablement. Le point à l'huître, en juillet, en mer, et l'huître, décidément extraordinaire, est hermaphrodite, lâchant sperme une année et ovule celle d'après. Il faut alors que le jardinier de l'océan place des collecteurs-supports d'argile, tubes en plastique, chapelets de coquilles Saint-Jacques - sur lesquels vont se fixer larves et naissains. Etouffes de mer, bigorneaux, moules envahissantes : voilà désignés les prédateurs ou les agents d'envasement. Commencer alors une série d'opérations minutieuses en mer ou à terre nécessitant des manutentions innombrables : mise en sacs, ajourés placés sur des tables de fer qui recouvrent les marées, détroquage, c'est-à-dire séparation des coquilles un à un quand ils commencent à « pousser » sur le collecteur, tri, éclaircissement des parcs. Deux à trois ans d'élevage, encore des manutentions et voilà l'huître prête à partir à la « cabane », qui n'est le plus

souvent qu'une maisonnette de Blanche-Neige, où s'opère la mise en boîtes.

Attention! La creuse de Marennes-Oléron doit impérativement passer au moins un mois en « claire » pour acquiescer son appellation contrôlée. La claire désigne ce petit bassin rectangulaire alimenté par la marée à travers un réseau complexe de rigoles, de « ruisseaux », de fossés secondaires. Plongées dans les claires, les huîtres s'y affinent et s'y engraisent. Surtout grâce au pigment de la navicule bleue, une algue microscopique qui ne se développe qu'ici, leurs branches prendront une coloration verte que consacrera le label de la fine chair de Marennes-Oléron. Et que les Normands ou les Bretons ne s'aventurent pas, jouant sur les mots, à utiliser abusivement le « non propre » de claire!

D'ailleurs, les tribunaux ont eu à connaître de ces contrefaçons et ils ont tranché sans hésiter en faveur des Charentais. Imaginez qu'un beaujolais prétende au titre de chateaux Pétrus! Pas bêtes d'ailleurs, les expéditeurs d'ici achètent, pas très cher, des huîtres de la Manche ou de Bretagne sud, les immergent dans le « clair » en mer, et voilà (mais qui va vérifier, à un jour près?) et les vendent avec le « poinçon » Marennes... et une confortable plus-value.

Si bien que le bassin commercialise deux fois plus qu'il ne produit. Un négoce pas toujours très limpide qui d'ailleurs provoque il y a un mois l'explosion des prix, les techniques petits éleveurs du cru, inquiets de ces « importations » massives à moindre prix, qui ont barré le pont d'Oléron et arrêté des camions, dans la nuit, immatriculés dans le Calvados ou le Morbihan. « Les prix, c'est la galère », accuse Patrick Guéreau qui tra-

vaillait avec son père et sa mère. « L'expéditeur touche 12,50 F du kilo et il faut qu'il paye les étiquettes et le transport. Ça a baissé de 15 % par rapport à l'an dernier et les charges augmentent. Les centrales d'achat des hypermarchés imposent leurs prix, on est coincé ». En face, les producteurs, éparpillés, obédés par la hantise de garder des huîtres non vendues après les fêtes répugnent à former une organisation de producteurs, comme les marins pêcheurs de La Cotinière. Ils acceptent même l'insupportable : qu'une grande surface, qui a commandé vingt-cinq palettes, n'en a vendu que vingt, les cinq autres retourneront au fournisseur sans lui être payées avec évidemment du déchet. « Il y a dix-sept ans j'ai acheté une crevette à 1 800 F. Aujourd'hui la crevette vaut 120 000 F, mais quand je la charge, il y a toujours pour 17 800 F d'huîtres », ricanait Bernard Laugraud.

### Elles reviennent...

Quelques éleveurs astucieux se diversifient, tel Daniel Martin d'Arcozon, ancien professeur de sciences naturelles, il va disputer avec les chercheurs d'Irremer, qui étudient des manipulations génétiques. Figure de barde breton, il s'est lancé dans l'élevage des palourdes, que les Espagnols achètent à 50 francs le kilo. Il se fournit en larves en écologie, les observe et les soigne. Il a même inventé, avec des copains, une machine pour récolter les palourdes et multiplier bien pour ça une aide publique.

Adam Audébeau, un solide gars de vingt-trois ans, vient de partir en mer avec son chalut d'aluminium au moment où le ciel blanc de l'aube jette sur les vagues une vaste clarté livide. Au loin, les claires ressemblent à des plaques d'étain posées à plat sur les rives de la Seudre. Au pied de la tour de Juillard il faut récupérer des tables malmenées par la tempête. L'ongle pique et la pluie rageuse coule sur les cirés et les cuissards. Le bateau se faufile à travers une forêt de perches, faites de branches d'orme et de chêne, qui délimitent les concessions et bécotent la mer. La France insubmersible de beaux métiers, mais des métiers de chien!

Mais voilà qu'un bas de l'eau, Adam trouve une, deux, dix, treize, huîtres plates, des petites et des belles. « C'est par Dieu possible! Sur ce bas, j'en ai jamais vu! Elles reviennent... » Il les ramasse pour les soigner comme la prunelle de ses yeux. La belle, c'est trois ou quatre fois le prix de la creuse. Deux ans de patience. Mais attention, Adam! La belle est très fragile et l'agent pathogène est toujours là à rôder. Le Martell refraings attaque l'été. Les savants d'Irremer en mettraient leurs mains à couper.

FRANÇOIS GROSCHARD

## Le conseil général des Bouches-du-Rhône donne son accord pour six mois

### Lexmar autorisé à relancer les chantiers de La Ciotat

Les responsables du groupe américain-russe Lexmar ont saisi le conseil général des Bouches-du-Rhône leur a accordé une concession provisoire de six mois sur les terrains de l'ancienne société Normed, à La Ciotat, pour relancer les chantiers navals.

Ce vote a été acquis par 28 voix contre deux, celles des élus du Front national, l'opposition UDF-RPR avait quitté la salle, refusant de « créer de faux espoirs pour les chômeurs ».

A l'issue du vote, M. Benoît Barthélemy, représentant français du groupe, a annoncé « l'embarquement immédiat de cent vingt personnes ». Il dépose, en outre, les statuts de Lexmar-France, société de droit français dont il sera le président et à laquelle le conseil général a également donné une promesse, pour trente ans, d'utilisation d'outillage privé avec obligation de service public.

Le conseil général a donc autorisé son président, le socialiste Lucien Weygand - qui venait juste d'être élu, en remplacement de M. Louis Philibert (PS) - à signer cette promesse de concession, valable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990. Lexmar-France devra toutefois apporter un certain nombre de garanties, notamment « une caution de 100 millions de francs consentie sur une banque française au profit du conseil général ».

La décision des élus des Bouches-du-Rhône, prise dans un climat de scepticisme largement partagé, ne doit cependant pas le dossier de la reconversion du site de La Ciotat. Le liquidateur de Normed et la Banque Worms ont introduit une requête auprès du tribunal administratif. Lexmar doit obtenir les permis de construire nécessaires auprès de la municipalité de La Ciotat, hostile à la réouverture d'un grand chantier naval. Enfin, le gouvernement, pour sa part, continue à penser et à affirmer que la solution Lexmar n'est pas viable.

## A Albi

### La fin d'une coopérative ouvrière

ALBI

correspondance

La Verrerie ouvrière d'Albi, fondée en 1898 par Jean Jaurès, vient d'abandonner son statut de coopérative de production. Par 91 % des suffrages exprimés, ses 381 salariés actionnaires ont accepté, vendredi après-midi au cours d'une assemblée générale extraordinaire, le projet de la direction prévoyant la création d'une nouvelle société baptisée Cusquiere VOA, dans laquelle le groupe Novalliance détiendra 70 % des parts. L'ancienne société coopérative VOA gar-

dern 20 % et Saint-Gobain rentra à hauteur de 10 % dans le nouveau capital de 75 millions de francs. La CGT, syndicat unitaire de l'entreprise, avait donné son accord à ce changement de statut. La nouvelle société a pris l'engagement de préserver les acquis sociaux du personnel et d'investir 180 millions de francs dans les trois années à venir. Avec une dette de 135 millions de francs rattachés à des conditions très avantageuses, la verrerie prévoit de réaliser, en 1989, un résultat net de 35 à 40 millions de francs sur un chiffre d'affaires de près de 310 millions de francs.

A. A.

## TRANSPORTS

### La RFA joue la carte du train à sustentation magnétique

Le gouvernement fédéral allemand vient d'accepter de financer une première ligne de train à sustentation magnétique entre les aéroports de Düsseldorf et de Cologne-Bonn, soit 35 kilomètres qui coûteront 7,5 milliards de francs. Le train à sustentation magnétique ne roule pas : il « flotte » à quelques centimètres au-dessus de sa voie par un système d'attraction-répulsion de courants magnétiques. Il représente une

technologie d'avenir, car il est vraisemblable qu'il pourra atteindre une vitesse commerciale de plus de 500 km/h lorsque les nombreux problèmes technologiques qu'il rencontre auront été maîtrisés. L'autre inconvénient du train magnétique tient à la cherté de son infrastructure, qui doit lui être entièrement consacrée. A la différence du TGV, il ne peut emprunter les voies classiques.

## SOCIAL

En présence du ministre du travail

### La CFDT a fêté son 25<sup>e</sup> anniversaire

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a fêté « en famille », selon son expression, les vingt-cinq ans de la CFDT, qui, pour l'occasion, avait organisé le mercredi 20 décembre une réunion d'anciens de la confédération syndicale (née en 1964 de la « déconfessionnalisation » de la CFIC), dont M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé des reconversions, et M. Edmond Maire, président des VVF.

Devant ses amis, M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, a repris avec insistance le thème de la convergence syndicale, déjà évoqué par son prédécesseur M. Edmond Maire, mais en le prolongeant. S'adressant à « Paul, Jean, Marc, Yannick et Bernard », c'est-à-dire aux présidents de la

CGC, de la CFIC, et aux secrétaires généraux de Force ouvrière, de la FEN et, pour la première fois, de la FASP (Fédération autonome des services de police), il a appelé à la création d'un « pôle syndical démocratique », en soulignant que « ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise ».

La veille, dans un communiqué, M. Jean Bonnaud, président de la CFDT, avait d'ailleurs repoussé cette invitation à une restructuration du syndicalisme. « M. Jean Kasper préconise la continuité dans le changement, la CFDT préconise la continuité dans la fidélité à des valeurs fondamentales chrétiennes qui, depuis un siècle, ont inspiré un courant syndical, à notre avis, irremplaçable », écrit M. Bonnaud.

Plan social de Renault-Billancourt : un délai supplémentaire. — La Régie Renault et les syndicats se sont accordés, vendredi 22 décembre, un délai supplémentaire pour mettre au point un protocole d'accord permettant de mettre en œuvre et d'assurer le suivi du plan social qui accompagnera la fermeture, d'ici à 1992, du centre industriel de Billancourt (4 000 salariés). Les partenaires se retrouveront le 3 janvier prochain.

Convention UNEDIC : la CFDT signe l'accord. — Réuni le vendredi 22 décembre, le bureau national de la CFDT a décidé de ratifier le protocole d'accord permettant le renouvellement de la convention d'assurance-chômage. « Cet accord est un compromis équilibré », estime la CFDT qui observe que « pour la première fois depuis de très longues années, ce texte prévoit des améliorations spécifiques ».

## EN BREF

Péchebroun modifie ses statuts. — L'assemblée générale de Péchebroun a approuvé vendredi 22 décembre la transformation des statuts de la firme en société en commandite par actions. Cette mutation a été adoptée à la majorité des deux tiers, et ce malgré l'opposition de principe des ACF, actionnaires à hauteur de 17 %. La résolution déposée par le groupe d'actionnaires a été adoptée à la majorité, dans le cadre de cette modification, un relèvement du montant de cours de Péchebroun de 1 600 à 2 000 francs a été repoussé.

Les pharmaciens marquent un point contre les grandes surfaces. — La Cour de cassation a cassé, le mercredi 20 décembre, cinq arrêts rendus le 18 novembre 1988 par la cour d'appel de Limoges, qui déclaraient que plusieurs produits n'étaient pas des médicaments et pouvaient être vendus dans les grandes surfaces. La Cour de cassation, qui a jugé que les arrêts rendus étaient « très mal motivés », a renvoyé ces dossiers, ouverts sur plainte du Conseil national de l'ordre des pharmaciens contre des grandes surfaces, devant la cour d'appel de Paris, qui devra se prononcer à nouveau.

Un prêt européen pour Sony. — La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé, le vendredi 22 décembre, l'octroi d'un prêt de 250 millions de francs pour la construction, par la firme japonaise Sony, d'une usine d'enduction de bandes magnétiques près de Dax, dans le Sud-Ouest de la France. Cette opération sera cofinancée par Immobagance SA, une filiale du groupe Indosuez. Selon un responsable de la BEI, ce concours avoisine la moitié de

l'investissement total engagé par Sony. Les conditions du prêt, « d'une durée de dix à quinze ans », ne sont pas précisées. L'usine devrait entrer en service à la fin du premier semestre 1991 avec une centaine d'employés.

Beneckier rachète les produits d'entretien de Smithsbee. — Le fabricant ouest-allemand de produits d'entretien, Beneckier pour le service externe. Le groupe vient de racheter la division « produits d'entretien » de Smithsbee Beecham. (Smithsbee) pour 66 millions de livres (65 millions de francs). Il reprend également les droits de distribution en Amérique du Nord des marques Calgon et Calgonite, ainsi que l'usine de Rockwood (Michigan) qui emploie cent trente personnes à la fabrication des lessives Cling Free et Delicare. Ces activités avaient été achetées en 1977 par Beecham à Merck, qui conserve d'ailleurs la marque Calgon pour les détergents industriels.

Beneckier réalisera cette année un chiffre d'affaires consolidé de 2,1 milliards de DM (7,2 milliards de francs).

Rhône-Poulenc s'associe avec la société haïtienne BVK. — Rhône-Poulenc, numéro un français de la chimie, et la société haïtienne BVK viennent de constituer un joint venture pour la synthèse, la formulation et la distribution de produits destinés à la protection des cultures sur le marché haïtien.

La nouvelle société, Rhône-Poulenc Agro Borsod, constituée à parité, utilisera les capacités de synthèse de la société BVK. Un investissement est prévu pour com-

pléter les capacités de formulation existantes et pour créer un réseau de distribution.

Pas de trains pour l'Espagne le 24 et le 25 décembre. — Le trafic ferroviaire entre la France et l'Espagne sera interrompu dimanche 24 décembre, à la suite d'une grève des cheministes de fer espagnols qui doit durer jusqu'au lundi 25 décembre à minuit. Le service sur les chemins de fer espagnols ne reprendra normal qu'à partir de mardi à 0 heure.

Pas de fusion dans le textile britannique. — Le groupe Tootal a annoncé le mercredi 20 décembre que, faute d'avoir reçu une offre suffisante, il ne souhaitait plus fusionner avec Coats-Viyella. Les négociations entre les deux groupes avaient commencé en mai dernier lorsque Tootal avait accepté une OPA de Coats-Viyella pour se protéger des convoitises de l'australien Abe Goldberg qui détenait près de 30 % de son capital. Le 26 octobre, la commission des monopoles et fusions avait donné son accord pour le rapprochement des deux groupes qui avait abouti à la création d'un des grands monstres du textile avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de livres (23 milliards de francs) et un tiers du marché mondial du fil.

## Un budget de 6,8 milliards de francs

### La SNCF

#### commande 90 TGV

Le conseil d'administration de la SNCF a décidé, le jeudi 21 décembre, de commander 90 rames de trains à grande vitesse, pour un montant de 6,85 milliards de francs et de prendre une option sur trente autres. Ces rames qui ont été commandées aux constructeurs GEC-Alsthom, De Dietrich et ANF seront livrées de 1991 et 1994.

La plupart seront bi-coquant et pourront circuler sur l'ensemble du réseau français et notamment sur l'interconnexion des TGV Sud-Est, Atlantique et Nord. Trente rames seront capables de fonctionner avec une troisième sorte de courant et desserviront la Belgique.

Ces rames ressembleront au TGV Atlantique, mais elles seront équipées d'un système d'étréchant qui évitera aux orilles des voyageurs le désagrément d'une surpression au franchissement des tunnels. Elles seront financées par un système de crédit-bail.

VOUS ÊTES ACTUELLEMENT PARCE QUE VOUS ÊTES UN COORDONNATEUR DE VENTE

### Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites : MSI 134

134 rue de la République, 92000 Nanterre, Cedex 13

## ÉCONOMIE

La Banque du Japon a changé de gouverneur

## Les trois actions de M. Sumita

M. Satoshi Sumita a quitté, samedi 16 décembre, ses fonctions de gouverneur de la Banque du Japon au terme d'un mandat de cinq ans. M. Yasushi Mieno, vice-gouverneur de la banque, lui a succédé. Sa nomination, annoncée il y a quelques semaines, était quasiment assurée depuis août dernier.

Tokyo

Correspondance

Avec Yasushi Mieno la fonction de gouverneur revient à un homme du sérail de la Banque du Japon. La règle veut qu'alternent à ce poste clé de l'administration japonaise un responsable du ministère des finances et un représentant de l'institution. Ce respect de la coutume devrait également marquer la politique monétaire de Tokyo pour les mois qui viennent, assure l'un des directeurs de la Banque du Japon, M. Tatsuji Tamura : « La première priorité reste la surveillance de l'inflation ».

M. Satoshi Sumita laisse une économie japonaise au meilleur de sa forme. Avec une croissance de 5 % pour cette année fiscale (31 mars-1<sup>er</sup> avril), elle est engagée depuis 37 mois dans une phase d'expansion qui est la deuxième la plus longue de l'après-guerre. Certains - les plus optimistes - jugent que ce cycle peut dépasser en durée le record de la fin des années 60, 57 mois de boom. La majorité des analyses, plus prudentes, prévoient que l'élan se poursuivra au moins jusqu'à la fin de l'année prochaine. Toutefois sur un tempo probablement ralenti.

Seul élément d'inquiétude, l'inflation. M. Satoshi Sumita n'a cessé de souligner ce risque depuis 1987. Il en a fait le leitmotiv de ses conférences de presse hebdomadaires et de ses multiples interventions publiques. Les tensions sont vives sur le marché de l'emploi et celui des produits intermédiaires. Et elles sont aggravées par l'accès de faiblesse du yen avec la remontée du dollar depuis le printemps. D'où le risque nouveau d'inflation importée. Toutefois la hausse des prix est restée jusqu'à présent parfaitement contenue. L'emballage récent est lié à l'impact de la nouvelle taxe à la consommation de 3 %.

Moins célèbre sans doute que son prédécesseur Haruo Mochizuki, le maître-d'œuvre du fameux rapport préconisant en 1986 le virage de la machine économique japonaise de l'exportation vers le marché intérieur, Satoshi Sumita a été, de l'avis général, un « excellent gouverneur ». Il est vrai que la personnalité discrète de ce francophone aura été servie par une conjonction exceptionnelle.

Trois repères bressent sa carrière à la tête de la Banque du Japon. A eux seuls ils illustrent le tournant pris par le Japon au cours de ces cinq années. Le jour de son entrée en fonction, le 17 décembre 1985, le dollar s'échangeait à 257 yens. Il en vaut aujourd'hui 145 après avoir touché le plancher des 120 yens.

Dans l'intervalle, l'indice Nikkei, le thermomètre de la Bourse de Tokyo, est monté de 14 000 à 38 000 points, effaçant les deux krachs de Wall Street d'octobre 1987 et octobre 1989. Enfin, les taux d'escompte officiels, de 5 à la fin 1985, ont été descendus au seuil jugé incompressible de 2,5 %, leur niveau historique le plus bas. Ils ont été relevés en février 1987, en deux paliers cette année pour atteindre 3,75 % (des rumeurs insistantes, pour l'instant démenties, laissent prévoir un nouveau relèvement).

Entre ces chiffres il y eut l'accord du Plaza (septembre 1985), la crise du « endaka » due à la revalorisation brutale du yen (80 %), puis la remise rapide sur les rails de l'économie japonaise, cette fois-ci dans une nouvelle direction. En septembre 1985, les grands pays industrialisés s'accordent pour faire tomber le dollar et remonter le yen et le mark. Ce réajustement des parités monétaires fait passer le rôle de locomotive entre les mains de l'Allemagne et du Japon dans l'espoir que les déséquilibres des balances commerciales (déficit américain contre excédents japonais et allemands) se réduisent.

Dans les semaines qui suivent le Plaza, les autorités politiques japonaises semblent « fléchir ». « Mal préparées, elles étaient réticentes pour assumer les responsabilités politiques qu'impose la gestion d'une monnaie internationale », note un professionnel. Ces hésitations, la Banque du Japon ne semble pas les connaître. D'un côté, elle intervient « lourdement » sur les marchés de changes, contribuant à orchestrer le déclin du dollar et la montée du yen. De l'autre, elle enclenche dès janvier 1986 une succession de baisses de ses taux directeurs. En cinq paliers ils sont ramené à 2,5 %. Cette « politique de détente » gonfle la masse monétaire, son rythme de croissance passe d'environ 9 % à 20 %, indique M. Tatsuji Tamura.

## Répartition des rôles

Pour juguler le risque inflationniste, les autorités japonaises ont l'atout de l'appréciation du yen qui diminue la facture des importations payées en dollars. Et celui de la baisse du brut en particulier, et celui des matières premières en général. Conjointement à un programme de relance intérieure, ce remède dope le Japon.

Avec le recul, la partie peut paraître avoir été facile. En fait, « l'économie japonaise, confrontée à l'effet déflationniste de la brutale hausse du yen, était réellement sur le fil du rasoir », estime M. C. Couris, vice-président de la Deutsche Bank (Asie). Elle aurait pu entrer dans une récession douloureuse. « Quant au choc psychologique, il est assez profond dans ce pays jusqu'alors braqué vers le « tout pour l'exportation » pour pousser certains à menacer physiquement Satoshi Sumita. »

Jamais depuis la fin de la guerre, l'institution et son gouverneur

n'auront été placés autant sur le devant de la scène. Cette émergence a été paradoxalement renforcée par la crise politique née du scandale Recruit. En septembre 1988, Satoshi Sumita représente seul le Japon devant le Fonds monétaire international et la Banque mondiale réunis à Berlin pour traiter le problème de la dette du tiers-monde. Une première dans les habitudes japonaises. L'« international » était censé être le domaine exclusif du ministre des finances. Mais empêtré dans l'affaire Recruit, le ministre des finances de l'époque, M. Kiichi Miyazawa, avait été contraint de rester à Tokyo.

Pourtant - dans leurs apparences au moins - les relations entre la Banque du Japon et le ministre de tutelle (les finances) n'ont pas été affectées. Plus proche de son homologue française que d'institutions indépendantes comme la Bundesbank ou la Réserve fédérale américaine, la Banque du Japon n'a en fait les couloirs franches que pour ce qui concerne les affaires nationales.

Plutôt que de rivalités, « on doit parler de répartition des rôles entre les deux », estime un professionnel. Et si divergences il y a, elles sont traitées sans débâcles, « discrètement ». Et seul un « Bank of Japanatcher » exoté peut décoder, dans les interventions publiques émises de part et d'autre, les termes des débats parfois vifs, comme avant le relèvement de 0,5 % opéré en mai dernier, divisant les responsables nippons. Généralement la conclusion se fait après avoir « coupé la poire en deux » afin de ménager tout le monde.

Cette coopération est manifeste pour la surveillance du secteur bancaire, où les compétences du ministre des finances et de la Banque du Japon se chevauchent. Ils montent au créneau à tour de rôle. L'une des dernières interventions de Satoshi Sumita a été pour tenter, en octobre, les milieux financiers accusés d'entretenir la spéculation foncière par une politique de crédit laxiste. Cette flambée du foncier dans l'archipel est la seule faiblesse dans le bilan de ces cinq dernières années. La rançon de la politique de détente poursuivie en 1986, reconnaît-on à la Banque du Japon.

Dernier domaine où M. Yasushi Mieno fera œuvre de continuité : la déréglementation des marchés financiers. Beaucoup moins connu, ce rôle de libéralisation est également mené en commun avec le ministre des finances. Dans la foulée de la libéralisation complète des changes en 1984, plusieurs réformes d'importance ont été accomplies sous le quinquennat de Satoshi Sumita. Elles se sont traduites par l'émergence du marché monétaire. De 32 000 milliards de yens en 1984, il est passé à 78 000 milliards cette année, devant la principale source pour lever des fonds au Japon. Une mutation qui modifie en profondeur la tonalité de la politique de la Banque du Japon : elle l'orienta « vers plus de flexibilité ».

BRUNO BIROLLI

## Le Danemark veut accueillir la banque européenne pour les pays de l'Est

Le Danemark a officiellement demandé à accueillir le siège de la future banque européenne pour la reconstruction et le développement des pays de l'Est (BERD). Dans cette lettre adressée, vendredi 22 décembre, à M. François Mitterrand, qui préside la CEE jusqu'à la fin de l'année, le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, souligne l'importance d'installer cet établissement à Copenhague, « géographiquement bien situé au centre de l'Europe, carrefour de rencontre des pays nordiques, du Marché commun, de l'AIE et de plusieurs nations de l'Est ». Il rappelle aussi que le Danemark est l'un des rares pays de la CEE à ne

pas abriter une institution communautaire.

La création de la BERD, projet français à l'origine, a été décidée au conseil européen de Strasbourg le 9 décembre dernier. Une conférence des pays fondateurs aura lieu les 15 et 16 janvier prochains à Paris pour adopter les statuts de la banque (son capital serait de 15 milliards d'écu (soit 105 milliards de francs) plus que prévu initialement).

Le Danemark a pris tous ses partenaires de vitesse en réclamant pour sa capitale le siège de la BERD, notamment les promoteurs français du projet.

## Volkswagen participera à la création d'une nouvelle Trabant

Une société commune chargée de préparer un modèle pour succéder à la Trabant, la voiture populaire est-allemande, a été créée entre le constructeur automobile ouest-allemand Volkswagen AG et le combinat est-allemand VEB IFA-Kombinat Personenkraftwagen, a annoncé, le vendredi 22 décembre Volkswagen.

Une nouvelle filiale, baptisée Volkswagen IFA-Pkw GmbH, sera détenue à parité par les deux partenaires. Elle sera basée à Wolfsburg, siège de Volkswagen, jusqu'au moment où la législation attendue des joint-ventures en RDA permettra son transfert à Karl-Marx-Stadt, où est basé IFA. La société devra préparer « la planification, le développement et la production de voitures personnelles et de camionnettes » et emploiera dans un premier temps quatre-vingts personnes.

Volkswagen et IFA sont des partenaires de longue date puisque la société est-allemande fabrique des moteurs pour le compte du numéro un européen de l'automobile. En échange, Volkswagen a procédé à la modernisation des chaînes du combinat. Volkswagen a réalisé cette année le meilleur exercice de son histoire, avec près de 3 millions de modèles vendus et des ventes d'environ 65 milliards de deutschemarks (221 milliards de francs). - (AFP.)

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS  
Semaine du 18 au 22 décembre

## Reprise de Noël

Le Père Noël n'a pas oublié les porteurs de valeurs mobilières. Durant les quelques jours qui ont précédé les fêtes de la Nativité, son travail a été aperçu rue Vivienne. C'était bien lui et la Bourse a eu droit à son cadeau. Les cours ont monté, ramenant le sourire sur les lèvres des habitants quelque peu crispés par huit jours de baisse. Le démarrage n'avait pourtant pas été prometteur. Dès lundi, l'affirmation était de retour (-0,19 %). Un franc repartit lui succédait le lendemain (-0,71 %), qui ne réussit pas très bien à surmonter l'avers. Mercredi, cependant, un peu à la surprise générale, le soleil sortit des nuages. Une reprise s'amorça. Elle s'accéléra si bien qu'à la clôture, la hausse atteignait 1 %. Une véritable aubaine. L'année boursière s'achevait ce jour-là. En pareille occasion les ajustements de portefeuille sont fréquents pour dégraisser les moins-values, qui viennent alléger l'impôt sur les profits boursiers. Si ventes il y eut, elles furent noyées dans la masse.

Le marché, si l'on peut dire, était radieux. La dernière liquidation de l'année, qui se déroulait ce jour-là, se solda par une hausse de 6,14 %, la septième de 1989, mais aussi la troisième meilleure après celle de janvier (+9,14 %) et d'avril (+6,57 %). Une jolie performance, quand le temps se gèle dans le ciel financier. Le Bourse, en tout cas, n'a pas sensiblement effrayé par les secousses monétaires et son ancre. Jeudi, premier jour des cotations à fin janvier 1990 sur le RM (réglement mensuel), le mouvement de reprise s'accéléra (+1,31 %). A la veille du long week-end de Noël, quand même, le marché leva le pied pour pratiquement s'immobiliser (+0,23 %). La « trêve des confiseurs » commençait. Les cinq séances ne s'en sont pas moins soldées par un gain de 1,5 %, qui efface en partie les pertes de la semaine passée, surtout, qui, ajoutée aux précédentes portent la hausse des valeurs françaises à 26,7 % en l'espace de douze mois.

Depuis le grand krach d'octobre 1987, celles-ci ont pratiquement doublé de valeurs. Qui l'eût cru ?

En tout cas, la Bourse, à ces derniers jours, administré la preuve que, fondamentalement, elle n'avait rien perdu de son optimisme. Un optimisme qui a bien failli un moment être bien ébranlé après la décision prise dès lundi par la Banque de France de relever ses taux directeurs pour défendre le franc contre un détachement par trop flagrant ; ébranlé aussi par la suite de statistiques publiées aux Etats-Unis, dont il ressort que le mouvement de reprise s'accéléra (+1,31 %). A la veille du long week-end de Noël, quand même, le marché leva le pied pour pratiquement s'immobiliser (+0,23 %). La « trêve des confiseurs » commençait. Les cinq séances ne s'en sont pas moins soldées par un gain de 1,5 %, qui efface en partie les pertes de la semaine passée, surtout, qui, ajoutée aux précédentes portent la hausse des valeurs françaises à 26,7 % en l'espace de douze mois.

Il a bon dos. En fait, la relative confiance en l'avenir manifestée par le marché s'appuie au moins sur deux bases raisonnables.

Désormais, tous les avis concordent : les pays occidentaux sont entrés dans une phase de croissance douce. A son tour, l'OCDE confirme que l'expansion sera durable. Pour 1990-1991, celle-ci se situera en moyenne un peu en dessous de 3 % avec une inflation raisonnable d'environ 4,5 %. Pour la France, malgré des zones d'ombres, les perspectives sont bonnes et il n'apparaît pas que le danger de récession menace vraiment les Etats-Unis dans l'immédiat. La Banque de Tokyo, qui a publié ses propres estimations, ne dit pas autre chose et dans des conclusions à peu près identiques, l'OCDE (Observatoire français des conjonctures économiques) dresse à peine en soulignant pour notre pays le risque d'une aggravation du déficit commercial et le maintien de taux d'intérêt élevés.

Deuxième motif de satisfaction pour la Bourse : l'apparente détension constatée manifestée par la Réserve fédérale américaine, d'assombrir sa politique de crédit pour éviter un ralentissement trop brutal de l'économie américaine.

La Banque centrale des Etats-Unis a-t-elle agi sur la pression directe de la Maison Blanche, qui a fait savoir, haut et fort, qu'elle était favorable à une baisse des taux ? En tout cas, le FED a injecté des liquidités dans le circuit monétaire et en injectera encore pour ramener les Fed Funds au niveau de 8 %.

Une opération, qui devrait, en principe, déclencher très prochainement l'abaissement d'un demi-point des taux de base bancaires américains.

N'est-il pas déjà trop tard, assurent les pessimistes ? Toutes les places financières ont, en attendant, paru se satisfaire de ces promesses... le temps de célébrer Noël et d'attendre l'année 1990.

La seule inconnue, souligne l'OCDE, vient de l'Est. « C'est bien vrai », aurait dit la regrettable Mère Denis.

Trois événements ont émaillé cette semaine l'actualité financière :

1. - La confirmation du succès pour la construction du tunnel sous la Manche. Le plus grand chantier de régie à cet égard. Les évaluations s'échelonnent de 10 à 20 milliards de francs. Ce qui n'a pas empêché l'action Eurotunnel de remonter en flèche. De toute façon, le tunnel sera mis en service.

2. - La cession par Suez à PUPAF de la minorité de blocage dans Victoire.

3. - Le nouvel épisode (the last but not the least) du feuillet sur la guerre entre Paribas et Navigation mixte. M. Marc Fournier, président de la Mixte, a annoncé avoir acquis plus de 10 % des actions de l'établissement de la rue d'Antin. Peu après, M. Michel François-Poucet, président de Paribas, soutenu par son conseil, a déclaré vouloir lever les actions Mixte acquises, représentant 40 % du capital du conglomérat. Chacun des adversaires stocke les munitions en vue d'un sacré bras de fer.

ANDRÉ DESSOT

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours	Cours
	18-12-89	22-12-89
Or 999 (à la barre)	78 300	77 800
- 100 onces	78 300	77 800
Prix français (20 t.)	485	481
Prix suisse (20 t.)	522	523
Prix allemand (20 t.)	481	447
Prix japonais (20 t.)	447	447
Commodities	871	872
de l'Europe (20 t.)	882	882
de l'Asie (20 t.)	406	404
Prix de 20 dollars	2 780	2 800
- 10 dollars	1 390	1 390
- 5 dollars	695	695
- 20 pence	2 320	2 305
- 10 pence	577	580
- 10 pence	488	475
- 10 pence	410	410

© Ces prix d'or ne sont pas ceux qu'il faut utiliser pour le calcul des impôts.

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

	Nbre de titres	Val. en esp. (F)
Paribas	2 704 377	1 956 461 089
Grande Visière	527 025	1 194 535 541
Europ. SA-PLC	12 806 492	671 871 611
Suez	1 374 449	611 113 206
Guy Victorin	513 555	584 440 241
Compagnie SA	351 070	449 540 792
COF	654 040	338 576 126
Banque (CIC)	480 133	327 896 656
Marfin-Gris	38 749	289 793 260
LVGH	31 556	266 793 629
SA-PLC	2 271 252	262 524 075
SA-PLC	521 243	261 228 529
Saint-Gobain	381 398	260 679 432
SA-PLC	165 558	249 471 642

(\*) Du vendredi 15 au jeudi 21 décembre inclus.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Raffermissement en fin de semaine

Les ajustements de fin d'année paraissent terminés, un raffermissement des cours s'est produit en fin de semaine à Wall Street, où, en moyenne, les cours ont progressé de 1,9 %. Pas assez quand même pour effacer toutes les pertes initiales.

Malgré les incertitudes sur la conjoncture, alimentées par les dernières statistiques, un certain optimisme est revenu au « Big Board », fondé sur l'espoir que la Réserve fédérale se décidera, enfin, à assouplir sa politique de crédit. De fait, la banque centrale américaine a commencé par injecter des liquidités dans les circuits monétaires, ce qui a eu pour effet de faire baisser les taux des Federal Funds.

Indice des industriels du 22 décembre : 2 711,39 (contre 2 739,55).

	Cours 15 déc.	Cours 22 déc.
Alcoa	74 3/8	73 1/2
ATT	46 3/4	44 3/4
Boeing	89	87 1/2
Chase Man. Bank	33	34 1/2
De Post de Newcom	124 1/2	124
Eastman Kodak	48 1/8	48 3/4
Exxon	59 1/8	58 5/8
Ford	44 3/4	42 7/8
General Electric	64 1/8	63 3/4
General Motors	42 3/4	42 1/8
Goodyear	43 1/8	43 7/8
IBM	84 7/8	88 1/2
ITT	61	58 7/8
Mobil Oil	61 3/8	62 3/8
Pfizer	46 7/8	47 3/4
Schlumberger	34 7/8	38 3/4
Teneco	56 1/8	57 1/4
UAL Corp. (ex-Alleg)	160	163
Union Carbide	23 5/8	23 1/4
USX	44 7/8	48 3/4
Westinghouse	72	71 3/4
Xerox Corp.	56 7/8	56 3/4

## LONDRES

Légère reprise

Après une semaine de baisse, une légère reprise s'est produite ces derniers jours au London Stock Exchange. Malgré l'optimisme assez régulier des cours, les divers indices ont progressé de 0,7 % en moyenne. Mais les affaires ont été assez calmes.

La publication par le patronat d'un rapport plutôt optimiste sur les exportations britanniques et l'annonce d'une croissance ralentie de la masse monétaire ont encouragé les investisseurs à reprendre quelques positions.

Indices « FT » du 22 décembre : 100 valeurs, 2 362 (contre 2 344,7) ; 30 valeurs, 1 862,2 (contre 1 851,7) ; mines d'or, 312,9 (contre 308,4) ; Fonds d'Etat, 84,99 (contre 83,99).

	Cours 15 déc.	Cours 22 déc.
Bovater	432	435
BP	329	328
Charter	463	442
Comstock	376	375
De Beers (*)	16,75	16,75
Glaxo	13,58	13,50
GLS	14,05	14,08
ICI	11,17	10,58
Realtors	10,37	10,05
Shell	475	477
Unilever	703	699
Victors	—	281

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Au plus haut de l'année

La consolidation n'aura pas duré longtemps. Contrairement à la tradition, un mouvement de hausse a repris cette semaine à Francfort. De forts courants d'achats ont été enregistrés et les divers indices ont culminé à leurs plus hauts niveaux historiques.

Indices du 22 décembre : Commerzbank, 2 085 (contre 2 019,1) ; Dax, 1 696,38 (contre 1 627,43).

	Cours 15 déc.	Cours 22 déc.
AEG	—	381
BASF	280,50	286
Bayer	284,30	289,20
Commerzbank	212	212
Deutschebank	—	771,50
Hoechst	270,50	273
Karstadt	—	650
Mannesmann	318	343
Siemens	—	678
Volkswagen	496	523,20

## TOKYO

Baisse

Après six semaines de hausse, le Kabuto-Cho, déprimé par la crainte d'une hausse des taux d'intérêt dans l'archipel, a baissé.

Tout avait pourtant bien commencé, et le lundi, sur sa précédente lancée, le marché s'adjugeait d'un coup 315 points. Dès mardi, toutefois, les craintes monétaires l'emportèrent, et la Bourse nipponne commença à décliner. Les démentis successifs publiés par la Banque du Japon ne parvinrent pas à rassurer.

Indices du 22 décembre : Nikkei, 38 040,37 (contre 38 271,04) ; Topix, 2 810,74 (contre 2 874,56).

	Cours 15 déc.	Cours 22 déc.
Abai	—	856
Bridgestone	1 960	1 680
Cumon	—	1 760
Fuji Bank	3 690	3 590
Honda Motors	1 830	1 810
Mitsubishi Electric	2 350	2 270
Mitsubishi Heavy	1 160	1 210
Sony Corp.	8 400	8 400
Toyota Motor	2 610	2 520

CR  
INTERNATIONAL DES  
Les Communautés  
et leurs p...

PREMIÈRES

Une leur loint





RDA : la fin de la visite du chef de l'Etat

## M. Mitterrand a su ménager toutes les sensibilités à propos de l'unité allemande

Lors de la conférence de presse qu'il a donnée vendredi 22 décembre, avant de quitter Berlin-Est, M. François Mitterrand a de nouveau exposé son approche de la question allemande.

BERLIN-EST

de notre envoyée spéciale

L'approche de M. Mitterrand, il l'a souligné lui-même, n'est pas différente de ce qu'elle était il y a quelques semaines (« J'ai dit aujourd'hui exactement ce que j'avais dit à Bonn le 3 novembre », a-t-il noté), mais sa tonalité s'adapte, en fonction des publics. Il devait ménager en RDA deux auditoires aux aspirations actuellement contradictoires.

Le premier, c'est celui des responsables politiques et dirigeants des mouvements d'opposition qu'il avait rencontrés durant les deux jours précédents et dont, a-t-il précisé, « aucun ne m'a dit souhaiter la réunification ». « Beaucoup, a-t-il encore rapporté, interrogent sur les conséquences immédiates qu'aurait la confusion des structures (politiques des deux Etats allemands) pour ceux qui n'y sont pas préparés ». Dans cette partie de l'opinion est-allemande, M. Mitterrand aura rencontré un « esprit d'ouverture » sur l'Europe et la France notamment, une forte

volonté de ne pas s'enfermer dans un face-à-face inter-allemand. « Cette disposition, a-t-il dit, me paraît la plus prometteuse ».

Mais le président de la République devait aussi tenir compte « du mouvement puissant en faveur de l'unification rapide » dont il connaît l'existence en RDA bien qu'il n'ait pas de porte-parole et bien que lui-même ne soit pas en mesure d'en évaluer la force relative. Les élections s'en chargeront le 6 mai. « Je ne peux pas, a dit M. Mitterrand, faire de pronostic sur l'état d'esprit de l'opinion est-allemande ». Il devait tenir compte aussi du fort courant en République fédérale, qui se méfie de lui et le soupçonne, comme toujours, de vouloir « freiner » la réunification. « Je ne suis pas de ceux qui freinent », a assuré le président; « que la volonté du peuple s'exprime, qu'elle s'accomplisse ».

Pour ceux-là, il aura trouvé à Berlin-Est des accents plus compréhensifs que jamais à propos de l'unité allemande, « légitime et peut-être désirable »; il leur aura donné surtout des assurances que la France ne souhaite pas parler à leur place. « Je ne veux pas faire de leçons aux Allemands, je ne veux pas leur mettre sous le nez, je le refuse ».

Mais, c'est le deuxième terme du raisonnement, sur lequel M. Mit-

terrand insiste tout autant que le premier, le statut de l'Allemagne ne concerne pas seulement les Allemands, il est lié au statut de l'Europe. Le mouvement unitaire allemand, s'il est démocratiquement confirmé, ne saurait entraîner la reconstitution « de l'Europe des guerres ». Il faut que les Allemands en aient une conscience claire : on ne peut pas jouer avec les frontières. Il doit s'inscrire, rappelle le président, dans les rapports internationaux tels qu'ils sont définis par l'acte final d'Helsinki et dans le mouvement d'intégration qui s'organise autour de la Communauté européenne.

Tout cela n'est pas nouveau; mais M. Mitterrand a aussi laissé entendre qu'il n'avait pas dit son dernier mot. Il reste en effet à préciser quelle pourrait régulièrement être l'articulation, l'embouche entre les trois éléments régulièrement cités : intégration allemande (sous une forme à déterminer : communauté contractuelle comme le propose M. Modrow, structure confédérale ou autre), intégration communautaire autour de la CEE et intégration pan-européenne autour de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCS). C'est-à-dire le processus d'Helsinki. « Il faut », a dit M. Mitterrand, « faire un effort d'imagination » pour trouver « un type de relations organiques permettant d'intégrer chacun à sa manière » et

il a annoncé qu'il en reparlerait très prochainement.

D'autre part, en réponse à une question qui lui était posée sur le statut de Berlin, et tout en précisant que la situation « en droit » n'a pas changé, M. Mitterrand a laissé entendre qu'une nouvelle réunion des quatre puissances garantes de ce statut devrait avoir lieu et souhaité qu'y soient associés les deux Etats allemands.

Le président recevait enfin aux Allemands de l'est un petit cadeau du genre qu'ils apprécient : l'invitation en France l'année prochaine de mille jeunes, qui viendront faire la connaissance d'un pays européen autre que la République fédérale.

Les principes furent ainsi clairement réaffirmés en même temps que toutes les sensibilités respectées et l'exercice délicat de ce voyage en RDA aurait été réussi, s'il ne s'était terminé par le léger « couac » de la porte de Brandebourg. Déclarant de façon assez sèche qu'il n'avait jamais eu l'intention de se joindre à la cérémonie qui devait réunir quelques heures après son départ, MM. Kohl et Modrow, M. Mitterrand éprouva en effet le besoin d'annoncer, sur la foi d'une dépêche émanant du gouvernement militaire français de Berlin-Ouest, que cette dernière risquait d'être annulée. Il en avait été question, en raison des scrupules qu'avaient les autorités est-allemandes à organiser une fête pour le Brandebourg au moment où les Roumains se faisaient massacrer; mais on avait décidé de maintenir la cérémonie. L'annonce de cette fausse nouvelle par le président Mitterrand eût été plus paradoxale cependant s'il n'avait donné l'impression d'en éprouver quelque satisfaction.

CLAIRE TRÉAN

La fête porte de Brandebourg

## « C'est ici que le Reich a péri dans les flammes... »

Vendredi 22 décembre, le passage de la porte de Brandebourg, à Berlin, s'est ouvert dans une grande fête de famille.

BERLIN

de nos envoyés spéciaux

La tumulte fut mémorable, l'excitation était grande, mais sans débordements nationalistes. Bien avant les 15 heures fatidiques, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées de chaque côté, malgré une pluie battante.

A peine le chancelier et tout son équipage, parmi lesquels M. Genscher et le maire de Berlin-Ouest, M. Momper, avaient-ils franchi la brèche nord, la plus proche du Reichstag, que ce fut le délire : les

ovations fusent de toutes parts. Du côté Ouest, on escalada le mur, les drapeaux sont agités, à l'Est, on crie « Helmut ! Helmut ! ». M. Hans Modrow et MM. Ehrhard Krack, bourgmestre de Berlin-Est, et Oskar Fischer, ministre des affaires étrangères, sont là pour accueillir leurs homologues ouest-allemands.

« C'est ici que la deuxième guerre mondiale a pris fin, c'est ici que le Reich allemand a péri dans les flammes... » Seize ans plus tard, le mur fut construit. (...) Il devait être utile aux hommes et à leur a causé de la douleur. L'ouverture de la porte de Brandebourg est un signe de la rénovation de la RDA et de notre détermination à contribuer à la construction d'une maison commune européenne.

Henri de Bresson et Luc Rosenzweig

pacifique », a déclaré M. Hans Modrow. En réponse, le chancelier Kohl affirma : « De cette place, la République fédérale et la RDA adressent ce message : nous voulons la paix, nous voulons la liberté, nous voulons apporter notre contribution à la paix en Europe et dans le monde. (...) Je sens, comme Allemand, que je suis ici au milieu de l'Allemagne, que nous sommes ici chez nous (...) ».

En conclusion, comme il l'avait fait au cours de sa visite à Dresde, le chancelier a exhorté ses compatriotes à la patience et à la mesure pour accomplir les pas nécessaires à l'entrée dans un avenir commun.

Henri de Bresson et Luc Rosenzweig

## M. Lucien Weygand (PS) élu président du conseil général des Bouches-du-Rhône

M. Lucien Weygand, un socialiste fabiusien de cinquante-six ans, a été élu, comme prévu, vendredi 22 décembre, au premier tour de scrutin, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, par vingt-huit voix (dix-sept PS et sept PC) contre dix-neuf (onze UDF et sept RPR, un non-inscrit, deux FN) à M. Roland Blum (UDF-PR). Il succède à M. Louis Philibert, sénateur (PS) des Bouches-du-Rhône, démissionnaire « pour raisons personnelles », qui avait exercé cette fonction, sans interruption, pendant vingt-deux ans et dont il était le dauphin, depuis 1985, en tant que premier vice-président.

Un déferlante de l'ombre

MARSILLE

de notre correspondant régional

Après trente ans d'une carrière politique effectuée, pour l'essentiel, dans l'ombre de Gaston Defferre, M. Weygand accède enfin à un premier rôle. Né à Marseille, le 12 septembre 1933 dans une famille modeste, il militait, déjà, à dix-huit ans, dans les Jeunesses socialistes. Il en fut, en 1953, secrétaire national adjoint aux côtés de Pierre Mauroy avec lequel il fonda, également, à la même époque, la fédération Léo-Lagrange avant de siéger, sans discontinuer, au comité directeur de la SFIO puis du PS, de 1969 à 1987.

En 1959, il entra au conseil municipal de Marseille à la suite de son père, un ancien menuisier devenu employé municipal et syndicaliste FO. Elu adjoint, en 1965, Gaston Defferre lui confia la délégation des affaires sociales, qu'il conserva sans interruption, jusqu'en 1983. Il allait y faire la preuve de son efficacité au point que l'on a pu parler d'« empire Weygand » pour désigner ses multiples créations, des centres d'animation de quartiers aux foyers du troisième âge, en passant par des maisons de jeunes, les centres de vacances, les crèches, etc., repré-

sentant un budget de plusieurs dizaines de millions de francs. Il a également démontré son savoir-faire comme maire de secteur, de 1983 à 1989.

Devenu conseiller général en 1974, puis conseiller régional, en 1974, il allait cependant échouer dans la conquête d'un mandat de député, en 1978, dans la circonscription que lui avait abandonnée le populaire Jean Masse. Depuis, ce petit homme frêle, à l'œil bleu, peu favorisé par sa voix nasillarde, avait continué à tracer discrètement son sillon.

C'est à cet homme discret et timide, répugnant aux affrontements mais connaissant ses dossiers sur le bout des doigts et ne cédant jamais quand il « croit avoir raison », que Louis Philibert, l'humble « rural » converti d'éloge à son départ par tous les groupes de l'assemblée départementale, a passé le relais. Désormais placé en première ligne, Lucien Weygand va devoir faire ses preuves dans un contexte politique rendu difficile par la perte de la majorité relative que détenait encore le PS avant la dernière élection cantonale partielle de Salon-de-Provence.

GUY PORTE

La relance du dialogue euro-arabe

## Le rapprochement avec l'Est ne se fera pas aux dépens du Sud déclare le président de la République

« Le rapprochement des deux Europe, trop longtemps séparées, ne se fera pas aux dépens des solidarités et des liens de toutes sortes qui unissent les Douze à leurs voisins arabes et à leurs autres voisins... » ; cette assurance de M. François Mitterrand, vendredi 22 décembre, en clôture de la conférence ministérielle destinée à relancer le dialogue euro-arabe n'était pas superficielle au moment où toutes les pensées des ministres européens présents à Paris, aux côtés de leurs vingt-deux homologues arabes, étaient visiblement tournées vers la Roumanie.

Mons de deux heures avant que le président ne prononce ces paroles, les ministres des affaires étrangères des Douze avaient provisoirement délaissé leurs hôtes arabes pour se réunir d'urgence et affirmer leur volonté d'apporter une aide immédiate à la Roumanie. La préoccupation, manifestée par certains Arabes, de voir la Communauté déborder encore plus son attention du Sud au profit de l'Est, ne pouvait trouver meilleure illustration. M. Mitterrand, à côté de qui le roi Hassan II du Maroc venait de souligner que l'Europe n'était pas la seule à devoir être concernée par les événements survenant à l'Est, a tenu à calmer ces craintes.

« L'appui à l'Est représente pour nous une édition et non une construction. Ce n'est pas toujours facile », a-t-il dit, ajoutant : « Il ne s'agit pas pour nous de choisir entre l'Est et le Sud, mais de maintenir et de mettre en œuvre les engagements que nous avons pris ».

La Roumanie a, en fait, accompagné, tout au long de la journée, cette conférence dont l'objet était (à l'initiative de M. Mitterrand) de donner une certaine solennité à la reprise d'un dialogue euro-arabe qui s'était enlisé depuis des années. Dès le matin, la lecture par M. Roland Dumas, à ses homolo-

gues réunis au centre des conférences internationales, d'une dépêche d'agence annonçant la fuite du dictateur roumain, avait été accueillie par des applaudissements dans les rangs européens.

Objectif atteint

Une conférence dont M. Dumas a néanmoins estimé qu'elle avait atteint ses trois objectifs : donner une impulsion politique à la reprise du dialogue entre Européens et Arabes, fixer les orientations économiques, techniques, culturelles et sociales de cette nouvelle ère de coopération, restructurer les formes du dialogue — lancé en 1973, mais progressivement paralysé.

Les ministres de la CEE et de la Ligue arabe ont avoué, sans mal, les réformes mises au point par les experts pour « alléger » le cadre de la coopération future entre les deux ensembles et rendre celle-ci plus efficace. Ils ont, de même, approuvé quelques projets communs — économiques et culturels — prévus pour 1990 (le Monde du 23 décembre).

Sur le plan politique, les ministres ont soigneusement évité de tomber dans les querelles qui avaient contribué, dans le passé, à paralyser le dialogue euro-arabe lorsqu'ils ont évoqué la question palestinienne, la crise libanaise et le conflit irano-iraquien.

Quant aux sanctions européennes contre la Syrie et la Libye, ces deux pays se sont abstenus d'en parler, laissant le soin d'en demander la levée à l'Egypte, à l'Arabie saoudite, à Oman et au Maroc. Ce à quoi M. Dumas a répondu que cette question serait débattue entre les Douze « à la première occasion possible ».

YVES HELLER

BRÉSIL : la première conférence de presse de M. Fernando Collor

## Le futur président manifeste une grande prudence

M. Fernando Collor a donné, vendredi 22 décembre, à Brasília, sa première conférence de presse depuis son élection. Répétant parfois, mot pour mot, des phrases utilisées durant sa campagne, il est resté évasif, incertain, sur ce qu'il fera à partir du 15 mars, quand il prendra ses fonctions.

des généralités, alors que son entourage parle d'une réduction de moitié des ministères, de la vente des maisons et des voitures de fonction, d'une investigation en profondeur sur les agissements de l'actuelle administration.

Un interregne de trois mois

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

A entendre M. Fernando Collor, le fait d'avoir été élu au suffrage universel, contrairement à ses prédécesseurs, lui facilitera la tâche soit pour combattre l'inflation, qu'il « baissera dès le premier mois » de son gouvernement, soit pour trouver une majorité au Congrès, où il présentera ses projets de réforme. Les parlementaires ne voteront pas contre lui, car ce serait voter « contre le Brésil ». Même les problèmes de sécurité seront facilités par sa présence, puisqu'il bénéficiera d'une légitimité populaire.

Continuant dans la même veine, M. Collor donne la clé de sa future lutte contre l'inflation — un budget équilibré — et de sa politique d'amélioration des revenus : la baisse de l'inflation. Pour rétablir les comptes, il promet d'alléger les dépenses publiques, mais, contre toute attente, ce ne sera pas en diminuant le nombre de fonctionnaires. Il promet aussi d'augmenter les recettes en combattant la fraude fiscale.

Même réponse originale à propos de l'Amazonie : interrogé sur ce qu'il fera pour défendre la forêt, il préfère s'en prendre à ceux qui mettent le Brésil « sur la banc des accusés ».

Si ses conseillers parlent beaucoup des « mesures de choc » qu'il prendra dès son arrivée au pouvoir, il se montre, lui, plus circonspect. La chasse aux privilèges et à la corruption se limite, dans sa bouche, à

Bref, Fernando Collor est prudent. Sur un point, pourtant, le président élu est net : il n'entend pas anticiper sa prise de fonctions, comme M. Carlos Menem en Argentine. Mais l'interregne, qui va durer trois mois, risque d'accroître l'instabilité de l'économie : de 41 % en novembre, l'inflation est en train de passer à 55 % ce mois-ci, et la spirale promet de s'accroître. En fait, M. Collor a besoin de tout son temps pour former son gouvernement. Il voulait obtenir l'« union nationale ». Il a tout fait, à la fin de sa campagne, pour la taper. Pour l'instant, seul l'appui des conservateurs et des opportunistes lui est acquis. « Lula », M. Mario Covas et M. Leonel Brizola, les trois chefs de file de la gauche, ont déjà annoncé qu'ils feraient opposition.

M. Collor risque donc de gouverner un pays coupé en deux. Les résultats du scrutin du 17 décembre indiquent un partage droite-gauche assez équilibré. Le vainqueur a en 53 % des suffrages exprimés (35 millions 899 998 voix) et son rival malheureux, Lula, 47 % (31 millions 763 664 voix) ; 5 % des électeurs ont voté nul ou blanc, et 14,40 % se sont abstenus, alors que le vote était obligatoire.

CHARLES VANHECKE

En raison de l'abondance de l'actualité, la page « Région » a dû être reportée. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

## L'ESSENTIEL

### DATES

Il y a dix ans, l'invasion soviétique en Afghanistan ..... 2

### ETRANGER

L'intervention américaine au Panama  
Affrontements et pillages dans la capitale ..... 5

### POLITIQUE

La nouvelle loi sur le financement de la vie politique  
Un texte contraignant ..... 7

### SOCIÉTÉ

Noël vu par des enfants juifs et musulmans  
La coïncidence de date entre la fête juive de Hanoucca et celle de Noël conduit de jeunes juifs à s'interroger sur leur identité religieuse dans un environnement majoritairement chrétien. Les enfants musulmans de la Goutte-d'Or à Paris se posent également des questions ..... 8

La marine n'est pas satisfaite du Crusader  
Favorable à l'achat de F-18 américains, la marine doute de la capacité technique et opérationnelle des avions Crusader qu'elle devra moderniser à la demande de M. Chevènement ..... 8

### CULTURE

Un cadeau de Comencini  
Avec Joyeux Noël, bonne année, Luigi Comencini répond par

L'humour à la question : Y-a-t-il un (troisième) âge pour s'aimer ..... 10

### COMMUNICATION

Après la grève des NMPP  
La manque à gagner des quotidiens parisiens ..... 12

### ECONOMIE

Un concurrent pour le TGV  
Un train à sustentation magnétique entre les aéroports de Düsseldorf et de Cologne-Bonn ..... 13

Crédits, changes, marchés  
Un dollar faiblissant. Une leur lointaine pour le café. Coup de semence sur le taux d'intérêt ..... 15

### Services

Abonnements ..... 2  
Carnet ..... 9  
Mots croisés ..... 12  
Météorologie ..... 12  
Spectacles ..... 11  
Télévision ..... 12  
La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 décembre 1989 a été tiré à 573 455 exemplaires